



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

January 2026 | FR

Available Languages:

EN FR

ÉDITORIAL



ÉDITORIAL

NOUS DEVONS DÉFENDRE LES VALEURS QUI NOUS UNISSENT

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les premiers jours et premières semaines de 2026 ont certainement démontré une nouvelle fois que nous vivons des temps très difficiles et déconcertants.

Bon nombre de choses que nous tenions pour acquises ne sont désormais plus garanties. Des fondamentaux géopolitiques, notamment l'intégrité territoriale et le respect des organisations internationales, sont remis en question. Et la guerre sur le continent européen est en passe d'entrer dans sa quatrième année.

Cependant, le message fort que j'aimerais vous adresser pour l'année à venir est le suivant: continuez de penser positivement et gardez l'espoir. Nous devons défendre ce en quoi nous croyons, les valeurs qui nous définissent et nous unissent, et qui constituent le fondement du projet européen. La liberté et la paix. La démocratie, qui, nous le savons, n'est pas possible sans une société civile forte et active. Les droits de l'homme et la dignité humaine.

Ce sont là des sujets dont j'ai eu le grand honneur de discuter avec Sa Sainteté le Pape Léon XIV au cours d'une audience privée le 10 janvier dernier.

Ce fut un véritable privilège d'entendre directement les analyses qui sous-tendent le leadership moral du pape Léon XIV et d'avoir la possibilité de faire connaître le rôle vital du CESE dans la démocratie européenne, ainsi que nos priorités: la nécessité d'éradiquer la pauvreté, de préserver la démocratie et de protéger les plus vulnérables.

Dans une Union européenne immensément riche, le fait que 21 % des personnes restent exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale n'est tout simplement pas acceptable. La lutte contre la pauvreté et les défis connexes, tels que l'urgence en matière de logement abordable, constitueront des priorités essentielles en 2026.

Au cours de l'échange que j'ai eu avec le pape Léon XIV, nous avons également abordé les grands défis auxquels sont confrontées les jeunes générations, façonnés par l'isolement causé par la pandémie de COVID-19 et les pressions sur la santé mentale amplifiées par les médias sociaux.

Cette évolution est liée à la progression de l'intelligence artificielle. Veiller à ce que l'IA ne devienne pas un train fou sur le plan des droits des travailleurs est une priorité en 2026. Elle devrait plutôt servir d'outil d'autonomisation au lieu d'être un facteur de déstabilisation du monde du travail. Sur ce sujet, je partage avec le pape l'engagement de veiller à ce que l'humain, et non

la machine, reste maître des décisions qui ont une incidence sur la vie des personnes.

Le point sur lequel j'ai le plus insisté lors de ma rencontre avec le pape Léon XIV est le rôle absolument essentiel de la société civile, non seulement dans le renforcement des démocraties, mais aussi dans la construction et le développement des communautés. Les organisations de la société civile, y compris les partenaires sociaux, constituent le tissu de nos sociétés, tissant des liens entre les individus et jetant des ponts entre les groupes.

La société civile reste donc essentielle pour renouveler l'espoir et construire une Union des opportunités, de la sécurité et de la résilience.

C'est un message que j'ai également porté lors des réunions que j'ai eues, depuis que je suis devenu président, avec d'innombrables personnalités de haut niveau de l'UE, parmi lesquelles le président du Conseil européen, António Costa, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, plusieurs commissaires de premier plan, ainsi que de nombreux présidents et vice-présidents de commission au Parlement européen.

Je suis reconnaissant au pape Léon XIV d'avoir utilisé sa voix puissante pour diffuser à l'échelle mondiale un message d'inclusion et insister sur l'importance de protéger les plus marginalisés. Indépendamment des opinions religieuses, ce que les grands dirigeants politiques et autorités morales ont en commun, c'est leur foi en l'espoir et la dignité humaine et leur respect pour les autres.

Ensemble, soyons les porteurs de cette vision au cours de l'année à venir. Dans nos efforts pour placer la société civile au cœur de l'Europe, faisons le choix de l'espoir plutôt que celui de la peur.

Séamus Boland

Président du Comité économique et social européen

À VOS AGENDAS

20 January

EU-Viet Nam FTA meeting

26 January

Public hearing - A comprehensive strategy for nature-based biodegradable materials

29 January

Public hearing - Union of Equality: LGBTIQ+ Equality Strategy 2026-2030

4 February

Public hearing - Capital markets integration and efficient supervision

5 February

Public debate - Bulgaria, welcome to the euro area! - Embracing the common currency in a changing world

12 February

Public hearing - A Culture Compass for Europe

18-19 February

EESC plenary session



LES INVITÉS-SURPRISES

Dans ce numéro, Irma Dimitradze, journaliste en Géorgie, et Stefan Tomić, étudiant en Serbie, sont nos invités-surprises.

Lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, organisée par le Parlement européen à Strasbourg, Irma Dimitradze représentait la lauréate de 2025, Mzia Amaglobeli, première femme journaliste emprisonnée en Géorgie pour délit d'opinion depuis déjà plus d'un an.

Pour CESE info, Irma Dimitradze évoque l'effondrement de la démocratie en Géorgie et la montée d'un régime autoritaire pro-Kremlin qui emprisonne les manifestants, cible les journalistes et ruine les espoirs européens du pays. Le recul démocratique en Géorgie n'est cependant pas un événement isolé; il s'inscrit dans un mouvement plus large de forces autoritaires qui progressent chaque jour un peu plus vers l'Europe.

Étaient également cités pour le prix Sakharov les journalistes et les travailleurs humanitaires actifs en Palestine et dans toutes les zones de conflit, ainsi que les étudiants serbes qui protestent contre la corruption du gouvernement et son impunité dans leur pays. À Strasbourg, Stefan Tomić nous a parlé des énormes manifestations menées par les étudiants qui ne cessent de secouer la Serbie depuis plus d'un an.



@NETGAZETI

2026 ET LA GUERRE CONTRE LA DÉMOCRATIE: LEÇONS DE GÉORGIE

Par Irma Dimitradze

L'année 2026 n'a pas démarré sous de doux auspices. En Géorgie, elle a débuté avec toujours plus de prisonniers politiques, un avenir européen en suspens et un pays qui glisse vers un régime autoritaire.

Pour moi, cette réalité porte un nom: celui de Mzia Amaglobeli. Il y a un an, mon mentor et amie proche est devenue la première femme journaliste prisonnière politique en Géorgie. Victime d'abus, d'agressions et de déni de justice, elle a mené 38 jours durant une grève de la faim qui l'a rendue presque aveugle. Depuis lors, ma vie et mon pays ont changé à jamais.

La démocratie en Géorgie ne s'est pas effondrée du jour au lendemain. On ne peut pas non plus parler d'une offensive isolée. Elle s'inscrit dans une guerre plus vaste, apparue aux yeux de tous lorsque la Russie a déclenché en Ukraine la plus grande guerre menée sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Et même avant cela, l'assaut avait été lancé à grand renfort de désinformation, de propagande et de guerre hybride.

C'est une guerre contre l'ordre mondial fondé sur l'état de droit — une guerre qui cherche à redessiner les frontières, à écraser les institutions démocratiques et à se réapproprier nos vies.

Les démocraties occidentales, tout comme les Géorgiens, en ont sous-estimé la violence. Elles se pensaient trop fortes, trop démocratiques; nous nous croyions trop résilients. Nous avons eu tort.

En Géorgie, la propagande martèle que dans cette lutte mondiale, l'Union européenne est faible et que continuer à vouloir la rejoindre ramènera les chars et les bombes russes à nos portes, comme en 2008. La peur est devenue une arme.

Mais le résultat est là: plus de 410 jours de manifestations sans interruption. Les citoyens réclament qu'on leur rende leur pays, ce pays qui leur a été volé par des élections truquées, une justice dévoyée, une surveillance de masse et des lois répressives. Le régime se fait plus inventif que jamais pour écraser la dissidence, mais la résistance ne faiblit pas.

La Géorgie n'a jamais été parfaite, mais elle a su se dorer d'une société civile dynamique, de médias libres toujours plus nombreux et de lois libérales. Après avoir obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne, elle a soudain été poussée dans un précipice, se transformant en un État répressif qui jette ses citoyens en prison pour avoir osé protester, qui criminalise ses journalistes, qui licencie ses fonctionnaires qui refusent de se soumettre et qui en viendrait même à empoisonner ses manifestants au moyen d'agents chimiques.

Depuis le 28 novembre 2024, date à laquelle le parti au pouvoir, «Rêve géorgien», a brisé la trajectoire européenne de la Géorgie, le pays s'est rapidement mué en un champ d'expérimentation pour régime autoritaire. Détruire prend toujours bien moins de temps que construire.

L'Europe peut éprouver de la sympathie à notre égard, mais ce n'est pas seulement à la défaite de la Géorgie que nous assistons. Cette défaite, c'est aussi la vôtre. Car c'est ainsi que l'autoritarisme se propage, pays par pays, jusqu'à redéfinir l'ordre mondial lui-même.

En ce début d'année 2026, une chose est sûre: les anciennes règles ne nous protègent plus. Pendant que l'Europe hésitait, l'autoritarisme a gagné du terrain. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si le monde va changer, mais s'il sera aux mains de ceux qui défendent la démocratie ou de ceux qui la détruisent.

Ce soir, aux dernières heures du 11 janvier, je me tenais debout, avec mes collègues, dans le froid glacial à l'ombre de la prison pour femmes de Rustavi, où Mzia Amaglobeli, aujourd'hui lauréate du prix Sakharov, reste injustement enfermée. Il y a exactement un an, à la même heure, elle était tout d'abord détenue illégalement pour avoir [collé une affiche](#) en signe de protestation contre des arrestations arbitraires ordonnées pour réprimer précisément cette forme d'expression.

Il y a moins d'un mois, j'étais à Strasbourg où j'ai participé à des réunions et donné des entretiens au nom de Mzia. Son message à l'Union européenne était à la fois simple et urgent: agissez dès maintenant et agissez concrètement. Usez de tous les moyens dont vous disposez. Nous vivons dans une nouvelle réalité qui ne nous accorde plus le luxe de tergiverser.

Mzia concluait sa lettre par ces mots: «Je crois en une Europe démocratique et forte.» Pour les Géorgiens, cette conviction n'a rien de symbolique. Elle leur coûte la liberté, la sécurité et la vie. L'Europe est aujourd'hui à l'heure des choix: faire honneur à cette conviction, ou abandonner ceux qui la défendent.

*Irma Dimitradze est journaliste et responsable de la communication au sein de *Gazeti Batumelebi*, un organe de presse géorgien cofondé en 2001 par Mzia Amaglobeli, [lauréate du prix Sakharov 2025](#). On lui doit un rapport d'enquête dévoilant comment le parti au pouvoir a accédé à des dizaines de milliers de données à caractère personnel sensibles des électeurs, qui ne devraient être récoltées que par les institutions publiques. Sur la scène internationale, M^{me} Dimitradze milite en faveur de la liberté de la presse en Géorgie et défend la cause de Mzia Amaglobeli, la première femme journaliste à être prisonnière politique dans son pays depuis 1991.*



NOUS LUTTONS CONTRE LE VOL, LE MEURTRE, LA CORRUPTION... ET POUR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS

Le 1^{er} novembre 2024, un toit en béton récemment rénové s'est effondré à la gare ferroviaire de Novi Sad, tuant 16 personnes et en blessant gravement une autre. La tragédie, largement imputée à une négligence dans la construction et à la corruption des pouvoirs publics, a déclenché ce qui allait devenir l'un des plus grands mouvements civiques de l'histoire récente de la Serbie. Les étudiants ont été les premiers à réagir. Appelant à un changement, ils sont descendus dans la rue et ont organisé des veillées, des manifestations et des blocus des routes et des universités. Nombre d'entre eux ont été battus ou arrêtés par la police. En 2025, les étudiants serbes ont été nominés pour le prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit. À l'occasion de la cérémonie de remise du prix à Strasbourg, nous nous sommes entretenus avec Stefan Tomić, un étudiant ayant été détenu par la police serbe.

Lors de la table ronde organisée avec des organisations de la société civile à l'occasion de la remise du prix Sakharov à Strasbourg, vous avez indiqué que les manifestations étudiantes en Serbie avaient en fait été lancées par une seule jeune femme après la terrible tragédie de Novi Sad. Selon vous, comment et pourquoi la protestation a-t-elle atteint des proportions aussi massives?

Jusqu'à présent, les manifestations qui ont été organisées en Serbie l'ont été par des partis d'opposition ou d'autres groupes d'intérêt. Cette fois, c'est différent: la tragédie de Novi Sad a suscité une émotion tellement vive que nous avons pris les choses en main de notre propre initiative, sans le concours de personne. C'est dans ce cadre que cette jeune femme a organisé le premier blocus et qu'après l'avoir vue, nous avons rejoint le mouvement. C'est pour cette raison que la Serbie nous fait confiance et c'est aussi pourquoi les manifestations ont pris une telle ampleur.

Un autre étudiant, Dimitrije Dimić, a déclaré à Strasbourg que votre mouvement étudiant n'a en fait aucun leader. Comment vous rassemblez-vous et vous organisez-vous? Quelles conditions devraient être réunies pour que vous décidiez de mettre fin aux manifestations?

Nous tenons des assemblées dans les facultés, qui sont encadrées par une sorte de structure de coordination au sein de laquelle les décisions sont prises démocratiquement. Nous faisons confiance à ces décisions de la même manière que d'autres feraient confiance à un leader, et c'est la raison pour laquelle notre mouvement se passe très bien de dirigeant. Enfin, par rapport à votre question concernant la fin des

manifestations, la réponse est simple: nos exigences doivent être satisfaites.

Comment les autorités et la police de la République de Serbie ont-elles réagi aux manifestations étudiantes? Vous avez vous-même été arrêté et assigné à résidence. Comment s'est déroulée votre arrestation et de quoi exactement avez-vous été inculpé?

Ils m'ont arrêté de manière inopinée. Je n'ai pas reçu de citation à comparaître et ils ne m'ont pas fourni d'avocat. Après cinq heures, je suppose que la pression extérieure était devenue suffisamment forte pour qu'ils soient contraints de m'accorder mes droits fondamentaux. J'ai ensuite découvert que j'étais accusé d'avoir appelé à un changement violent de l'ordre constitutionnel, et ils m'ont placé en détention pendant deux jours. Par la suite, mon assignation à résidence a commencé. La police n'a pas été tendre avec nous: ils nous ont battus à de très nombreuses reprises au cours de l'année écoulée.

Certains de vos avocats étaient avec vous à Strasbourg. Quel type d'aide juridique les étudiants reçoivent-ils de la part des avocats? Qui d'autre vous a soutenu? Comment êtes-vous dépeints dans les médias serbes?

Les avocats ont été parmi les premiers à faire grève, et aujourd'hui, lorsque nous sommes arrêtés, il est important d'avoir un bon avocat. Nous avons reçu le soutien de pratiquement tous les groupes en Serbie, mais les plus visibles ont certainement été les enseignants et les professeurs, le secteur des technologies de l'information, les chauffeurs de taxi et les cyclistes. Mais ce n'est pas grâce aux médias. Toutes les chaînes de télévision titulaires de licences de radiodiffusion nationale affirment que nous sommes des vendus, des mercenaires et des terroristes. Nova S et N1 sont les seules chaînes de télévision à rendre compte des événements de manière objective, et le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour les fermer. Les médias sociaux nous ont sauvés.

Certains détracteurs affirment toujours que personne ne sait vraiment quel est le programme des manifestants étudiants ou ce pour quoi vous vous battez. Comment répondez-vous à cela?

Plus d'un an s'est écoulé depuis le début des manifestations. Au début, j'aurais pu attribuer ces déclarations à l'ignorance; maintenant, je n'ai aucun doute quant au fait qu'elles sont malveillantes. Nous luttons contre le vol, le meurtre, la corruption... et pour la démocratie et l'égalité des droits pour tous. Nous nous battons pour que nos revendications soient satisfaites. L'objet de notre lutte est le même depuis le début. Nous ne serions pas si nombreux et les gens ne nous soutiendraient pas si nous n'avions pas d'objectif clair.

Les étudiants serbes ont été nominés pour le prix Sakharov 2025. Que signifie cette nomination pour vous personnellement et pour les autres étudiants?

C'est un sentiment extraordinaire. Nous sommes encore jeunes, et mettre en place un tel mouvement à l'échelle d'une nation entière sans avoir la moindre confirmation que nous faisons les choses comme il se doit est plutôt angoissant. Une telle reconnaissance est nécessaire, pour nous mais aussi pour tous ceux qui, dans le monde, se trouvent dans une situation similaire. Je vous en remercie, en mon nom et au nom de tous les étudiants.

Stefan Tomić, âgé de 20 ans, est étudiant à la faculté de physique de l'université de Belgrade.

UNE QUESTION À...



Aujourd’hui encore, dans l’Union européenne, la protection du droit à un avortement sans risque est à géométrie variable. Certains pays restreignent, voire criminalisent, l’accès à ce droit fondamental; d’autres ne permettent pas aux femmes de l’exercer dans la pratique. Nous avons interrogé **José Antonio Moreno Díaz**, membre du CESE, au sujet de l’initiative citoyenne européenne «[Ma voix, mon choix](#)», qui a recueilli plus d’un million de signatures vérifiées et a d’ores et déjà reçu l’appui du Parlement européen. Dans son [avis](#), le CESE soutient pleinement l’initiative et invite la Commission à agir pour permettre aux femmes de toute l’Union d’exercer leur droit à l’avortement sans risque et sans entrave.

DROIT À UN AVORTEMENT SANS RISQUE: LE CESE SOUTIENT PLEINEMENT L’INITIATIVE «MY VOICE, MY CHOICE»

par José Antonio Moreno Díaz

Le droit des femmes à avorter dans des conditions sûres et décentes, dans un environnement calme et digne de confiance, fait depuis longtemps l’objet de débats, qui se poursuivent encore aujourd’hui.

Il serait erroné de tenter d’établir un lien entre ce droit et son exercice pacifique et sûr, d’une part, et des questions morales ou des croyances religieuses ou éthiques qui ne relèvent pas du tout du débat, d’autre part.

La question débattue est celle de la liberté et de l’autonomie dont les femmes devraient disposer en ce qui concerne leur propre corps, leur vie privée et leur indépendance personnelle, ainsi que leur liberté sexuelle et génésique — autant d’éléments qui se rapportent clairement à leur dignité personnelle en tant qu’êtres humains.



L'exercice du droit à l'avortement fait également intervenir des questions de santé et touche à la santé personnelle des femmes concernées.

Par conséquent, le droit à l'avortement et sa pratique légitime, libre et sans risque devraient être considérés comme un droit fondamental, tel que le reconnaissent déjà certains pays de l'UE, et devraient figurer dans la charte européenne des droits fondamentaux.

À cet égard, la situation varie au sein de l'Union, certains États membres interdisant totalement l'avortement (voire l'érigent en infraction pénale), tandis que d'autres limitent fortement le droit d'y recourir, au moyen de cadres réglementaires très restrictifs fondés sur des délais ou d'autres critères. Dans certains autres pays, bien que le droit à l'avortement soit reconnu, il est extrêmement difficile de l'exercer en raison de problèmes organisationnels ou fonctionnels liés aux services de santé et/ou administratifs. Ailleurs, l'accès à l'avortement est libre et sans restrictions.

Il convient donc de se demander comment, dans un environnement de droits et de libertés et dans le respect de l'article 2 du traité sur l'Union européenne, ces disparités peuvent persister et affecter les droits fondamentaux des femmes, qui représentent environ 50 % de la population de l'UE.

La proposition d'initiative citoyenne européenne «**My Voice, My Choice**», soutenue de manière formelle et vérifiable par plus d'un million de citoyens de l'Union, vise à ouvrir ce débat de manière pragmatique.

Étant donné que l'Union n'est pas compétente en matière de santé et que l'harmonisation est difficile dans ce domaine, il est proposé de créer un fonds relevant du budget de l'UE pour faciliter les déplacements vers un autre pays européen et garantir une couverture sanitaire en vue du bon exercice du droit à l'avortement dans cet autre État membre. L'expérience montre que, dans les pays où le droit à l'avortement est interdit ou limité, seules les femmes disposant des moyens financiers adéquats peuvent supporter les coûts d'un tel voyage, tandis que des milliers d'autres femmes qui ne disposent pas des ressources financières nécessaires doivent soit subir des grossesses non désirées, soit recourir à des pratiques d'avortement dangereuses, clandestines ou risquées, présentant de graves dangers pour leur santé et leur intégrité.

L'avis du CESE soutient pleinement l'initiative «My Voice, My Choice» et souscrit aux arguments avancés par la société civile pour promouvoir cette initiative, qui a déjà été approuvée par le Parlement européen. Nous espérons que la Commission assumera ses responsabilités, écoutera la société civile, prendra note de cette initiative et du débat sous-jacent, et lancera l'initiative de concevoir un instrument stratégique de l'Union qui facilite l'accès à l'avortement pour toutes les femmes de l'UE.



DROIT AU BUT

Le règlement sur l'IA a fixé les règles pour l'intelligence artificielle en Europe. Tout l'enjeu consiste désormais à les appliquer efficacement dans les entreprises, les services publics et les secteurs clés.

Rudolf Kolbe, membre du CESE et rapporteur de l'avis intitulé [«Stratégie pour l'application de l'IA — renforcer le continent de l'IA»](#), nous livre le point de vue du CESE sur la marche à suivre pour permettre à

l'Europe de traduire ses règles en résultats concrets, tout en maintenant les citoyens et les droits fondamentaux au centre de ses préoccupations.



STRATÉGIE POUR L'APPLICATION DE L'IA: COMMENT TRADUIRE LE RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR L'IA EN ACTIONS CONCRÈTES

Par Rudolf Kolbe

Grâce à son règlement sur l'IA, l'Europe s'est dotée d'un cadre majeur. À présent, place à la pratique: serons-nous capables de déployer l'intelligence artificielle partout — dans les entreprises, les administrations publiques et les secteurs stratégiques — tout en restant à la fois centrés sur l'humain, dignes de confiance et compétitifs? C'est là tout l'enjeu de la stratégie pour l'application de l'IA de la Commission européenne qui, après la réglementation, place le curseur sur

l'application concrète dans le but d'accroître la productivité, d'améliorer les services publics et de renforcer notre résilience.

Cette stratégie s'articule autour de trois éléments centraux.

Tout d'abord, la mise en place d'initiatives phares sectorielles: des mesures ciblées sur les soins de santé, l'industrie et la construction, la robotique, l'énergie, la mobilité, la sécurité, l'agroalimentaire, la culture et le secteur public sont à même de créer une réelle demande pour des solutions européennes. Dans le secteur de la santé, les centres de dépistage et les réseaux de compétences fondés sur l'IA peuvent permettre des diagnostics plus précoce et réduire les formalités administratives, pour autant que la protection des données, la transparence et la validation clinique fassent dès le départ partie de l'équation. Dans le secteur de l'industrie et de la construction, les jumeaux numériques et l'automatisation fondée sur l'IA peuvent améliorer la qualité, la sécurité et l'efficacité, tout en remédiant aux pénuries de compétences. Quel que soit le secteur, l'équité, la non-discrimination et les droits fondamentaux doivent demeurer des principes directeurs.

Deuxièmement, il faut prendre des mesures transversales pour les PME et les personnes qui travaillent avec l'IA. En Europe, l'utilisation de l'intelligence artificielle demeure trop marginale, surtout au sein des petites entreprises. Il est donc judicieux de renforcer les pôles européens d'innovation numérique et de les transformer en centres d'expérience consacrés à l'IA. Toutefois, les PME ont besoin d'un soutien réel et concret: un accès plus aisés aux financements, moins de formalités administratives, des règles réalistes en matière d'utilisation des données et de propriété intellectuelle, ainsi qu'un appui pratique pour commercialiser les solutions et les déployer dans l'ensemble du marché unique. Il s'agit notamment de créer des pôles régionaux de compétences en s'appuyant sur les atouts existants, afin que chaque région puisse en bénéficier, et pas uniquement celles qui possèdent d'ores et déjà les pôles d'innovation les plus performants.

Le monde du travail constitue un enjeu tout aussi déterminant. La maîtrise de l'IA doit être clairement définie et enseignée concrètement, selon les besoins de chaque secteur, aux travailleurs, aux cadres et aux employés du service public. Le perfectionnement et la reconversion professionnels ne répondent pas seulement à un objectif de réduction des risques. Ils doivent aussi permettre la transformation de l'emploi, en améliorer la qualité et accroître les gains de productivité. Là où la gestion algorithmique et la prise de décisions automatisée ont une incidence sur l'humain, aucun compromis n'est possible sur la transparence, l'explicabilité et des mécanismes de plainte et de recours efficaces si nous voulons instaurer la confiance.

Troisièmement, il nous faut une gouvernance inclusive et axée sur la mise en œuvre. Un mécanisme coordonné — avec un observatoire de l'IA chargé de définir des indicateurs clés de performance, d'en suivre les effets et de les documenter dans des rapports publics — peut maintenir la stratégie sur la bonne voie, moyennant une participation réactive et équilibrée des parties prenantes. Les partenaires sociaux, les PME et la société civile doivent d'entrée de jeu faire partie de la solution. Par ailleurs, l'Europe devrait recourir à des marchés publics stratégiques pour commercialiser des solutions innovantes, sûres et durables dans le domaine de l'IA — des solutions qui soient transparentes, compétitives et neutres sur le plan technologique.

Enfin, point d'ambition sans investissements fiables. La stratégie pour l'application de l'IA suppose de prévoir dans le cadre financier pluriannuel 2028-2034 des ressources prévisibles et à long terme destinées aux infrastructures de recherche, de calcul et de données, ainsi qu'au perfectionnement et à la reconversion professionnels, en particulier pour les PME et les pôles d'innovation régionaux. De plus, après le retrait de la directive sur la responsabilité en matière d'IA, les futures mesures devront créer une sécurité juridique pour les innovateurs, tout en protégeant les consommateurs et les travailleurs au sein du marché unique.

En traduisant nos règles et nos valeurs en effets mesurables, la stratégie pour l'application de l'IA pourrait guider sa mise en œuvre en Europe, mais si et seulement si nous parvenons à accélérer la cadence, à simplifier son accessibilité et, par-dessus tout, à inspirer la confiance.

NOUVELLES DU CESE



LE CESE PLAIDE EN FAVEUR D'UN BUDGET DE L'UE PLUS AMBITIEUX ET MET EN GARDE CONTRE LA CENTRALISATION

Le CESE plaide en faveur d'un budget de l'UE plus important que celui proposé dans le projet de cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 de la Commission, qui s'élève au total à 1 816 milliards d'euros.

Le Comité a examiné le projet lors de sa session plénière de décembre dans le cadre de la préparation d'un avis attendu pour janvier 2026, qui s'appuie sur l'[évaluation de la révision à mi-parcours qu'il a réalisée en avril 2025](#). Le débat a été marqué par la participation de **Piotr Serafin**, commissaire au budget, à la lutte antifraude et à l'administration publique, de **Carla Tavares**, députée au Parlement européen, et d'**Enrico Giovannini**, ancien ministre italien au sein du gouvernement Draghi et directeur scientifique de l'Alliance italienne pour le

développement durable (ASViS).

«Notre Union ne pourra rester résiliente que si les acteurs les plus proches du terrain — les acteurs régionaux et locaux, les partenaires sociaux et la société civile organisée — continuent à être pleinement associés à la définition des domaines et des modalités d'utilisation des fonds», a déclaré **Séamus Boland**, président du CESE.

Au cours du débat, les membres du CESE ont mis en garde contre le fait que la fusion des financements en faveur de la cohésion, de l'agriculture et de la pêche dans de nouveaux plans de partenariat national et régional (plans PNR) pourrait risquer de centraliser la gestion des fonds. Ils ont également souligné qu'il s'imposait d'éviter de répéter les lacunes en matière de consultation observées dans les plans pour la reprise et la résilience. Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'établissement d'un lien entre les plans PNR et les priorités du Semestre européen, ce qui pourrait imposer des conditions macroéconomiques injustifiées.

Le Comité a soutenu l'utilisation des recettes provenant du système d'échange de quotas d'émission et du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, mais s'est opposé à une nouvelle taxe sur les entreprises, recommandant plutôt une taxe sur les services numériques. Il a en outre demandé une augmentation des financements en faveur du Fonds social européen plus, du Fonds pour une transition juste, d'Horizon Europe et du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Le CESE a salué le nouveau programme AgoraEU, conçu pour soutenir la culture, le pluralisme des médias, la participation démocratique et la société civile.

Enfin, il a été avancé que des objectifs plus clairs, une plus grande transparence et une participation plus active des acteurs locaux renforceraient la gouvernance démocratique et amélioreraient la proposition de CFP.



IL EST NÉCESSAIRE DE S'ASSURER SANS DÉLAI QUE L'UNION JOUE UN RÔLE DE PREMIER PLAN AU NIVEAU MONDIAL DANS LE DOMAINE SPATIAL

Dans l'[avis](#) élaboré par **Angelo Pagliara** et adopté lors de la session plénière de décembre, le Comité souligne que cette impulsion permettrait de combler progressivement l'écart avec les États-Unis et la Chine, de sorte que l'Union joue un rôle de premier plan au niveau mondial dans le domaine spatial.

Les investissements de l'Europe dans le domaine spatial sont nettement inférieurs à ceux de ses principaux concurrents. L'Union ne consacre actuellement que 0,07 % de son PIB à l'espace, contre 0,25 % en moyenne pour les États-Unis, et des niveaux encore plus élevés en Chine, en Inde et au Japon.

M. Pagliara estime que «ce déséquilibre structurel sape la capacité de l'Europe à favoriser l'innovation autonome, à maintenir des infrastructures critiques stratégiques et à lutter contre la dépendance à l'égard de technologies, de données et de services de pays tiers». Il ajoute que «nous devons accroître les investissements publics dans le domaine de l'espace».

Dans son avis, le CESE analyse la proposition d'[acte législatif sur l'espace](#) de la Commission européenne, et souscrit à son intention de renforcer le marché unique de l'espace.

Pour rendre les activités spatiales durables, sûres et résilientes, l'Union doit stimuler de façon structurelle ses investissements publics dans ce domaine. Elle doit donc agir d'urgence et adopter des politiques industrielles ambitieuses, sans quoi les objectifs de la proposition de la Commission ne seront pas atteints.

Parallèlement, le CESE souligne qu'il est important de disposer d'un cadre réglementaire clair pour attirer les investissements privés et demande que celui-ci s'accompagne d'une stratégie industrielle et technologique qui maximise le rendement économique et social pour les citoyens européens, définisse des outils pour réduire la dépendance à l'égard des approvisionnements critiques en provenance de pays tiers et soutienne le développement des capacités de lancement européennes. (mp)



LE CESE SOUTIENT LA STRATÉGIE PROPOSÉE PAR LA COMMISSION, MAIS PLAIDE EN FAVEUR D'UN MARCHÉ UNIQUE PLUS COMPÉTITIF ET SIMPLIFIÉ

Le Comité économique et social européen (CESE) approuve la nouvelle stratégie de la Commission européenne visant à réformer le marché unique et demande une mise en œuvre complète des mesures liées au marché unique ainsi qu'une application effective de la législation de l'Union.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de décembre, le CESE se félicite que la Commission mette l'accent sur la réduction des obstacles internes, la modernisation des règles relatives aux services, le soutien aux PME et aux entreprises en expansion, l'amélioration de la numérisation et la rationalisation de la législation. Il y souligne que le

succès de la nouvelle stratégie pour le marché unique, présentée en mai 2025, dépend désormais d'une mise en œuvre rapide et efficace.

L'avis a été élaboré par trois rapporteurs représentant les groupes du CESE — employeurs, travailleurs et organisations de la société civile — et reflète la position commune de la société civile organisée européenne.

«Nous insistons sur la nécessité d'une réponse européenne cohérente et collective — une politique commune —, qui soit comprise et appliquée de manière cohérente, de Bruxelles jusqu'aux capitales des États membres», déclare **Émilie Prouzet** (groupe des employeurs), rapporteure de l'avis.

Le CESE estime que la simplification réglementaire est essentielle dans le contexte géopolitique et économique actuel, mais fait observer qu'il demeurera vigilant à mesure que les trains de mesures de simplification avanceront.

«La simplification réglementaire est un levier stratégique, mais celui-ci doit être actionné dans le plein respect des droits sociaux et des droits des travailleurs. À ce titre, il est essentiel que le Parlement européen, les parlements nationaux et les partenaires sociaux soient structurellement associés dès les premières étapes du processus législatif, en particulier en ce qui concerne les trains de mesures omnibus», explique **Angelo Pagliara** (groupe des travailleurs).

Giuseppe Guerini (groupe des organisations de la société civile) souligne que la nouvelle stratégie pour le marché unique européen doit mieux tenir compte de l'accessibilité pour les entités de l'économie sociale et précise que «la Commission devrait renforcer, et non retirer, la proposition relative aux associations transfrontalières européennes».

Étant donné que l'inflation et le coût élevé de la vie continuent d'affecter les ménages, le CESE réitère son appel en faveur d'une action de l'UE en ce qui concerne les restrictions territoriales en matière d'approvisionnement et les divergences dans l'étiquetage des produits, en faisant observer que ces disparités nuisent à la concurrence loyale et créent des conditions inégales entre les États membres.

Le Comité exprime également son soutien à la future proposition de la Commission relative à un «28^e régime» facultatif, qui offrirait aux entreprises la possibilité d'adhérer, sur une base volontaire, à un cadre juridique à l'échelle de l'Union pour faciliter leur expansion transfrontière. Il fait cependant valoir que ce système ne doit pas devenir un moyen de contourner les obligations existantes. (II)



LES DROITS DES JOURNALISTES EN MATIÈRE DE TRAVAIL: PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE ET LA VÉRACITÉ DES INFORMATIONS

Le Comité économique et social européen (CESE), soulignant que des conditions de travail décentes sont indispensables pour protéger l'indépendance du journalisme et garantir que le grand public ait accès à une information fiable et pluraliste, a appelé de ses vœux des mesures urgentes pour renforcer, dans toute l'Europe, les droits des journalistes et des professionnels des médias en matière de travail.

Dans un [avis](#) s'appuyant sur des recherches approfondies et des contributions d'acteurs concernés, adopté lors de sa session plénière de décembre, le CESE a recommandé d'améliorer les conditions de travail des journalistes, de soutenir le pluralisme des médias et de protéger les journalistes des menaces d'ordre économique comme physique. Depuis lors, l'avis a été [salué](#) par la [Fédération européenne des journalistes](#) (EFJ).

«De nos jours, les journalistes sont contraints de travailler dans un environnement toujours plus hostile: mensonges et rumeurs — additionnés à la précarité de l'emploi et à de piétres conditions de travail des travailleurs de ce secteur — nuisent non seulement à la qualité de l'information, mais à la liberté elle-même», affirme **José Antonio Moreno Díaz**, rapporteur de l'avis, dans un [message vidéo](#).

Christian Moos, corapporteur de l'avis, s'est exprimé dans le même message pour préciser que «l'Europe fait face à un choix critique: prendre des mesures décisives pour protéger les journalistes ou risquer de voir s'affaiblir l'un des piliers de notre démocratie».

Le CESE demande que soit pleinement mis en œuvre le [règlement européen sur la liberté des médias](#) et invite la Commission européenne à s'assurer qu'il soit respecté par les États membres. Il y a lieu d'apporter aux médias un soutien indépendant, notamment par des mesures de réduction de la TVA, pour lutter contre la prédominance des grandes plateformes en ligne et sauvegarder le secteur européen des médias.

Le Comité insiste sur l'importance de promouvoir le dialogue social et la négociation collective pour l'ensemble des journalistes, y compris les indépendants, et demande aux gouvernements d'appliquer les directives relatives aux salaires minimaux et les lignes directrices relatives aux conventions collectives. Il réclame par ailleurs, outre des investissements accrus en faveur d'emplois de qualité dans le secteur des

médias, des mesures de lutte contre le faux travail indépendant et la pleine application des [directives européennes concernant la santé et la sécurité au travail](#).

Les journalistes sont exposés à l'insécurité, au stress, à l'épuisement professionnel et au harcèlement, les travailleurs indépendants étant particulièrement vulnérables à ces facteurs, en raison du recul des conventions collectives et d'une protection sociale inadéquate. Le CESE plaide en faveur d'un dialogue plus approfondi avec les organisations de journalistes afin de mettre en place des structures de protection de la sécurité et du bien-être, et se déclare favorable à l'adoption d'une directive sur les risques psychosociaux sur le lieu de travail.

Mettant en relief la menace que représente la désinformation et les enjeux qui se posent en matière d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le Comité estime que la législation de l'UE en matière d'IA devrait faire l'objet d'un suivi pour garantir un juste équilibre entre l'innovation et la protection des journalistes, et qu'il convient d'encourager la maîtrise de l'IA. Le Comité se déclare préoccupé par la concentration de la propriété des médias et la vulnérabilité des médias de service public, appelant à une application stricte du règlement européen sur la liberté des médias et à un soutien durable aux initiatives de journalisme indépendant. (Im)



LE CESE DEMANDE INSTAMMENT À L'UE DE PASSER DE LA RÉACTION AUX CRISES À LA PRÉVENTION

Dans un nouvel [avis](#) adopté en décembre, le Comité économique et social européen (CESE) affirme que, si elle veut protéger efficacement ses citoyens, l'UE se doit de passer d'un mode d'appréhension des crises fondé sur la réaction à une prospective à long terme en matière de catastrophes. Cet appel intervient alors que l'Europe est confrontée à des phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents, à des risques cyberphysiques croissants et à une instabilité géopolitique.

Selon **Florian Marin**, rapporteur de l'avis, l'Union continue de traiter les catastrophes comme des chocs isolés plutôt que comme des menaces prévisibles et interconnectées. «La prévention n'est plus facultative», déclare-t-il, faisant valoir qu'il s'agit de la forme de défense la plus rentable et la plus humaine dont l'Europe dispose.

Si le mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU) a été renforcé ces dernières années, en particulier au moyen de la réserve rescEU après des incendies de forêt dévastateurs, le CESE estime que le système reste trop axé sur la réaction d'urgence plutôt que sur la réduction des risques. La fragmentation entre les politiques de protection civile, d'adaptation au changement climatique et de sécurité continue de limiter la coordination.

Le Comité plaide en faveur d'une réduction des formalités administratives, d'une modernisation des données et des systèmes d'alerte précoce, d'une meilleure formation du personnel, d'une rationalisation des marchés publics et d'un financement stable pour les professionnels et les bénévoles. La réduction des risques de catastrophe devrait également devenir un pilier essentiel de la planification régionale de l'UE pour la période 2028-2034.

Les récentes réponses transfrontières apportées aux inondations montrent ce qu'il est possible de faire. «Une Union préparée est une Union plus forte», conclut M. Marin. L'Europe ne peut se permettre d'attendre la prochaine crise. (ks)



L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE EST ESSENTIELLE À LA DÉCARBONATION DE L'EUROPE

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de décembre, le Comité affirme que l'énergie nucléaire joue et continuera de jouer un rôle crucial dans la décarbonation de l'Union européenne. C'est d'autant plus vrai dans un contexte où l'Union doit consolider son autonomie stratégique dans les domaines de l'énergie et de la technologie.

L'avis du CESE, élaboré par **Dumitru Fornea**, rapporteur, et **Alena Mastantuono**, corapporteure, évalue le 8^e [programme indicatif nucléaire](#) (PINC) de la Commission européenne, publié en juin 2025.

Selon le Comité, l'énergie nucléaire est essentielle à la diversification de l'approvisionnement énergétique de l'Union, car elle fournit une électricité sûre, fiable et pauvre en carbone. Le réseau reste ainsi stable la plupart du temps, peu importe la météo ou le moment de la journée, ce qui réduit la pression sur les coûts systémiques.

L'énergie nucléaire peut donc jouer un rôle important dans le soutien à la transition industrielle globale de l'Union européenne, dès lors qu'elle renforce la résilience face aux ruptures d'approvisionnement, garantit une offre complémentaire aux énergies renouvelables et réduit la dépendance à l'égard des combustibles importés. «L'industrie nucléaire européenne occupe plus de 1,1 million de personnes dans l'Union et représente un secteur économique majeur aux retombées considérables au niveau de l'emploi, de la capacité de la chaîne d'approvisionnement et de la R&D de pointe. Il s'agit d'une chaîne de valeur "zéro net" presque exclusivement basée dans l'UE», a rappelé **M. Fornea**. «Si nous voulons renoncer avec succès au charbon, il nous faut une énergie propre accessible et des financements en faveur du nucléaire.»

Dans son avis, le CESE déplore que le PINC ne propose ni catalyseurs spécifiques ni véritable plan d'action pour les investissements prévus et exhorte la Commission à inclure des mesures réglementaires et financières. «Nous invitons la Commission à proposer des mesures concrètes pour matérialiser les investissements prévus au titre du PINC», a déclaré **Mme Mastantuono**. «C'est plus que jamais nécessaire

compte tenu des turbulences géopolitiques qui forcent l'Union européenne à développer des capacités basées en son sein. C'est pourquoi il y a lieu de soutenir la chaîne de valeur nucléaire pour ce qui touche aux compétences, à la recherche et à la chaîne d'approvisionnement en combustible.»

Le dialogue avec la société civile reste indispensable pour renforcer la confiance, l'appropriation et l'acceptation par la société et devrait, à ce titre, occuper une place plus importante dans le PINC. Or, le CESE estime que les décisions relatives à de nouveaux projets dans le domaine du nucléaire, notamment la mise au point de nouvelles technologies, devraient être prises à l'issue d'un dialogue élargi et transparent avec la société civile concernant leurs aspects techniques, économiques, sociaux et environnementaux. (mp)



L'EUROPE N'EST PAS À VENDRE: LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES COLLECTIVITÉS UNISSENT LEURS FORCES POUR LUTTER CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE DE TEMU ET SHEIN

environnementales.

Pas moins de 12 millions de colis d'une valeur inférieure à 150 EUR sont expédiés chaque jour aux consommateurs européens par des plateformes de commerce électronique de pays tiers. Ces chiffres continuent d'augmenter, tandis que les services de douanes et les autorités de surveillance du marché ont de plus en plus de difficultés à endiguer à ce phénomène.

Rien qu'en 2024, 4,6 milliards de colis de ce type sont entrés dans l'UE, un chiffre qui, selon les estimations, atteindra six milliards en 2025, dont plus de 90 % en provenance de Chine. Ces préoccupations ont été mises en évidence lors de l'**édition 2025 de la Journée européenne du consommateur**, organisée par le CESE le 1^{er} décembre avec pour thème central «L'Europe à vendre? Comment les marchés mondiaux changent notre société — et ce qu'il faut faire dès maintenant».

Cette manifestation annuelle a rassemblé des institutions de l'UE, des représentants d'autorités nationales et des organisations de la société civile, qui se sont exprimés ensemble en faveur de mesures immédiates à court et à moyen terme pour mettre fin aux importations illégales et rétablir une concurrence loyale, soulignant que cet enjeu représentait un défi européen commun.

Lors de son allocution d'ouverture de la manifestation, **Séamus Boland, président du CESE**, a émis un avertissement: «Cette année, nous avons constaté une hausse exponentielle du nombre de marchandises à bas prix expédiées depuis l'extérieur de l'UE. Nous demandons que des mesures urgentes soient prises, notamment une réforme douanière de l'UE et une application plus rigoureuse des règles en place.»

Le commissaire européen Michael McGrath a fait part de la détermination de la Commission à agir en ce sens: «Nous disposons effectivement d'un cadre légal solide qui exige une mise en conformité totale, et nous poursuivons une ambition claire reposant sur des mesures qui seront prises prochainement afin de renforcer les protections existantes mais aussi de veiller à l'application des futures règles.» Il a annoncé des initiatives majeures prévues pour 2026, notamment une refonte du règlement sur la coopération en matière de protection des consommateurs et un nouveau règlement sur l'équité numérique.

Anna Cavazzini, députée au Parlement européen, a déclaré que ce dernier attendait de la Commission des mesures plus vigoureuses, faisant écho à sa dernière résolution appelant à interdire l'accès au marché, à l'échelle de l'Union, de produits qui enfreignent systématiquement et gravement le droit de l'Union.

Les organisations de consommateurs ont présenté des preuves alarmantes de défaillances en matière de sécurité des produits: jusqu'à 96 % des articles testés provenant de grandes plateformes ont été jugés non conformes ou dangereux. Outre les risques en matière de sécurité, des preuves fournies par les États membres témoignent des vastes dommages économiques causés par les plateformes de pays tiers.

Simo Hiiamo, de la Fédération finlandaise du commerce, intervenu en qualité d'orateur principal, a présenté l'étude intitulée *[The impacts of non-EU distance selling on businesses and society](#)* («Les effets de la vente à distance depuis des pays tiers sur les entreprises et la société»), laquelle révèle des pertes colossales pour l'économie finlandaise. Le pays aurait en effet pu générer trois fois plus de recettes fiscales si seulement 30 % des achats en ligne avaient eu lieu auprès d'entreprises nationales.

Cette perte de recettes fiscales nuit aux soins de santé, à l'éducation et aux infrastructures publiques, ce qui affaiblit directement le modèle social européen.

Pour clôturer la manifestation, **Émilie Prouzet**, membre du CESE, a affirmé: «L'Europe n'est pas à vendre. Nous avons les faits, les outils et la mobilisation nécessaires. À nous maintenant de mettre au point une solution.» (II)



LE CESE ORGANISE LE PREMIER FORUM DE L'UNION SUR LA RÉSILIENCE DANS LE DOMAINE DE L'EAU: UN TOURNANT POUR L'AVENIR DE L'EAU EN EUROPE

Le premier forum de l'Union européenne sur la résilience dans le domaine de l'eau, organisé conjointement par le CESE, le Comité européen des régions et la Commission européenne, a réuni des décideurs politiques et des parties prenantes afin de définir des solutions face aux défis croissants auxquels l'Europe est confrontée dans le domaine de l'eau.

La commissaire **Jessika Roswall** a mis en garde quant au fait que «l'eau n'est plus une ressource infinie», et elle a appelé à prendre d'urgence des mesures collectives. De son côté, la vice-présidente exécutive de la Commission, **Teresa Ribera**, a souligné que «l'eau est le lien entre tout ce à quoi nous tenons», que «l'eau est la vie» et qu'elle représente une «responsabilité partagée». Le forum a également été l'occasion de lancer la **plateforme des acteurs de la résilience dans le domaine de l'eau**, conçue pour transformer les idées conjointes en réalisations coordonnées.

La résilience dans le domaine de l'eau au cœur des priorités de l'UE

Pour le CESE, le forum a renforcé la dynamique en faveur de son pacte bleu pour l'Europe, qui a contribué à faire progresser la question de la sécurité de l'approvisionnement en eau dans le programme politique de l'UE et a inspiré la création d'un portefeuille de commissaire spécialement dédié à ce thème. La «Déclaration renouvelée en vue d'un pacte bleu pour l'Europe» comprend désormais 31 actions spécifiques, avec notamment l'application d'un «test hydrique» de l'Union, qui vise à évaluer l'incidence de toute nouvelle législation sur les ressources en eau et la pollution. Le président du CESE, **Séamus Boland**, a insisté sur la dimension sociale de l'eau: «Un accès équitable à l'eau est une question de justice. [...] L'avenir de l'eau en Europe consiste en fin de compte à protéger les personnes, les moyens de subsistance et les générations futures», a-t-il notamment déclaré.

Action locale, responsabilité partagée

Les villes et les régions jouent un rôle central. La présidente du Comité européen des régions, **Kata Tüttő**, a rappelé aux participants que «l'eau est omniprésente dans nos vies» et que nous ressentons tous les jours une forme d'anxiété liée au manque possible d'eau. Elle a souligné qu'une collaboration transfrontière est indispensable dans ce domaine, en faisant observer combien la pollution d'une ville a des effets pour les populations bien en aval de celle-ci. Les participants au forum ont échangé des solutions concrètes sur la restauration du cycle de l'eau, l'amélioration de l'utilisation rationnelle de l'eau, le déploiement d'outils numériques en la matière et la garantie d'un accès équitable, en particulier pour les groupes vulnérables.

Des engagements à l'action

Le forum s'est conclu par un appel déterminé commun à traduire l'ambition politique en mesures et investissements concrets afin de parvenir à la résilience dans le domaine de l'eau d'ici à 2050. Avec le lancement de la plateforme des acteurs de la résilience dans le domaine de l'eau, le CESE a réaffirmé qu'il était prêt à contribuer à mettre en relation les décideurs politiques avec les travailleurs, les entreprises, les agriculteurs et les communautés locales. «Cette plateforme est l'occasion de transformer des idées en solutions pratiques et centrées sur la population et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte», a conclu le président du CESE. (gb)



LA SOCIÉTÉ CIVILE DEMANDE QUE L'UE RECONNAISSE L'INTÉRÊT DES MATERIAUX PERMANENTS POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Lors de sa session plénière de décembre 2025, le CESE a adopté un avis d'initiative invitant instamment l'UE à reconnaître officiellement les matériaux permanents, à savoir l'acier, l'aluminium et le verre, comme étant essentiels à une économie véritablement circulaire.

Ces matériaux conservent leurs propriétés tout au long d'innombrables recyclages, ce qui permet de réaliser des économies significatives en matière de climat et de ressources: le recyclage de l'aluminium réduit la consommation d'énergie de 95 % et fait passer les émissions de 15,1 tonnes équivalent CO₂ par tonne d'aluminium primaire à seulement 0,52 tonne équivalent CO₂. **Andrea Mone**, rapporteur de l'avis, a souligné la dimension sociale de la transition, déclarant qu'«il s'impose de garantir l'accès au perfectionnement et à la reconversion professionnels afin de favoriser les passages en douceur d'un emploi à un autre et de s'assurer que les travailleurs bénéficient pleinement de l'économie circulaire». **Michal Pintér**, corapporteur, a plaidé en faveur d'actions politiques plus fortes, en signalant que «nous avons besoin d'une législation concrète pour passer des slogans à des modèles pratiques et viables».

Pourquoi les matériaux permanents sont importants

Les matériaux permanents permettent un recyclage circulaire en circuit fermé sans perte de qualité, contrairement à d'autres matériaux qui se dégradent à chaque cycle. Les taux de recyclage élevés montrent déjà leur potentiel: les emballages en fer-blanc affichent des taux de recyclage supérieurs à 80 % dans plusieurs États membres et, pour ce qui est du verre, chaque augmentation de 10 % de la part de verre recyclé réduit la consommation d'énergie de 3 % et les émissions de CO₂ de 5 %. Ces gains rendent les matériaux permanents essentiels pour atteindre les objectifs de neutralité climatique de l'UE tout en réduisant la dépendance à l'égard des matières premières vierges.

Ce qui doit changer

Le CESE souligne que l'UE a besoin d'une législation plus claire pour distinguer les matériaux permanents de ceux qui se dégradent au fil du temps et fixer des objectifs ambitieux en matière de recyclage et de collecte. Parvenir à 90 % de collecte séparée des déchets d'emballages d'ici à 2030, harmoniser les régimes de responsabilité élargie des producteurs, investir dans des infrastructures de recyclage modernes et accroître la participation des consommateurs constituent des priorités essentielles. Le Comité souligne également que la transition circulaire doit être socialement équitable, en garantissant l'accès à la formation, en soutenant les passages d'un emploi à un autre et en renforçant le dialogue social tout au long de la transition vers des modèles d'entreprise circulaires. (gb)



LE CESE OUVRE SES PORTES EN MARS POUR LA TROISIÈME «SEMAINE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE»

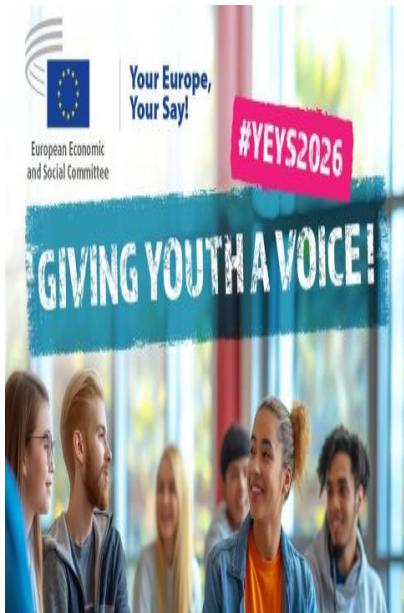
Le Comité économique et social européen (CESE) accueillera la troisième édition de la Semaine de la société civile, du 2 au 5 mars 2026, sous l'intitulé «Citoyens, démocratie, résilience — Notre avenir!». Dans le cadre du programme aura également lieu la Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE), manifestation annuelle qui revient le 3 mars pour sa 14^e édition.

La Semaine de la société civile sera axée sur la lutte contre la pauvreté, la réduction de l'exclusion sociale, la participation des citoyens et la réduction des fractures entre les régions et les générations en vue de rétablir la confiance et de favoriser une cohésion sociale durable. Dans ce contexte, la promotion de la diversité, de l'engagement civique, de l'égalité et de l'inclusion apparaît comme un moyen essentiel de renouveler la promesse sociale et démocratique de l'Europe pour les générations futures.

Le programme de quatre jours comprendra des sessions organisées par le Groupe de liaison du CESE avec les organisations et réseaux européens de la société civile, la Journée de l'ICE, mais aussi des sessions organisées par les conseils économiques et sociaux nationaux et par le groupe ad hoc du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit (groupe DFED). Parmi les participants, il y aura entre autres des représentants de la jeunesse, des journalistes et des acteurs de la société civile des pays candidats.

Les inscriptions seront ouvertes le 2 février.

Le programme complet et le lien pour s'inscrire seront bientôt disponibles sur la [page web de l'événement](#).



VOTRE EUROPE, VOTRE AVIS! L'ÉDITION 2026 SUSCITE UN VIF INTÉRÊT DE LA PART DES JEUNES

Les 19 et 20 mars prochains, le Comité économique et social européen accueillera l'édition 2026 de sa session plénière des jeunes («Votre Europe, votre avis!»), sur le thème «Des liens constructifs, une participation active et un engagement démocratique».

L'appel à manifestation d'intérêt de cette année a suscité plus de 3 000 candidatures, soit plus de 2 500 candidatures individuelles et environ 500 d'établissements d'enseignement secondaire. À partir de ce vivier, un établissement scolaire par pays a été sélectionné pour participer à la manifestation, les pays représentés étant les États membres de l'Union, les neuf pays candidats et le Royaume-Uni. Plus de 40 participants individuels, issus des divers pays susmentionnés, y participeront également, ce qui garantira un échange de vues diversifié et inclusif. Les pays ayant soumis le plus grand nombre de candidatures sont l'Italie, la Roumanie et l'Ukraine.

À partir de la mi-janvier, les membres du CESE se rendront dans les établissements sélectionnés pour y présenter «Votre Europe, votre avis!» et expliquer le rôle joué par le Comité dans la construction de l'avenir de l'Europe.

L'édition 2026 de «Votre Europe, votre avis!» entend être davantage qu'une simple manifestation. Il s'agit d'une plateforme qui permet aux jeunes de créer des liens, de s'engager activement et de contribuer à la vie démocratique dans toute l'Europe, et l'événement devrait alimenter des discussions et des processus de consultation plus larges sur la prochaine stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse. Pour de plus amples informations à ce sujet, consultez la [page web](#) de l'événement.



LE COURAGE À L'HONNEUR: LES LAURÉATS DU PRIX SAKHAROV 2025

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit constitue la plus haute distinction accordée par l'Union européenne dans le domaine des droits humains. Décerné chaque année depuis 1988 par le Parlement européen, il rend hommage aux personnes ou organisations qui défendent la liberté de pensée et les droits fondamentaux. En 2025, il a été attribué à deux journalistes courageux qui ont payé le prix fort pour avoir défendu la dignité humaine et la démocratie dans leurs pays respectifs: il s'agit du journaliste biélorusse issu de la minorité polonaise, **Andrzej Poczobut**, et de la journaliste géorgienne, **Mzia Amaglobeli**, tous deux toujours emprisonnés et privés de tout contact (ou presque) avec le monde extérieur.

Le 16 décembre dernier, à Strasbourg, le Parlement européen a organisé la cérémonie de remise du prix Sakharov en présence de représentants des deux lauréats. Les deux autres finalistes étaient également de la partie, à savoir des représentants des journalistes et travailleurs humanitaires actifs en Palestine et dans toutes les zones de conflit, ainsi que des étudiants serbes qui manifestent depuis plus d'un an contre la corruption dans leur pays.

«Le Parlement européen est solidaire du combat d'Andrzej Poczobut et de Mzia Amaglobeli. Nous demandons leur libération immédiate, ainsi que celle de toutes les personnes détenues à tort. Nous maintiendrons la pression jusqu'à ce que tous soient libres... La démocratie n'advient pas sans peine; elle exige un engagement de tous les instants et le courage de passer à l'action, même quand le prix à payer est incroyablement élevé. C'est ce que les lauréats de cette année nous enseignent», a déclaré

Roberta Metsola, la présidente du Parlement européen.

Jana Poczobut, qui a reçu le prix au nom de son père, s'est exprimée en ces termes: «Vous montrez que même lorsqu'une personne disparaît, ses principes ne peuvent disparaître avec elle. Et même lorsqu'une personne est réduite au silence, d'autres reprennent ses paroles.»

Andrzej Poczobut a passé des années à enquêter sur le régime oppressif en Biélorussie et à défendre la minorité polonaise dans ce pays. À la suite de mesures de répression ciblant l'Union des Polonais, il purge depuis 2021 une peine de huit ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire. Il est maintenu en isolement dans une cellule en béton. Sa famille ne lui a plus parlé ni ne l'a vu depuis cinq ans.

«Chaque jour, nous faisons le choix d'espérer, car l'espoir est la seule chose qui ne nous a pas été enlevée. Et tant de familles ont une histoire qui fait écho à la nôtre... Votre reconnaissance ne peut pas changer le passé, mais elle nous donne quelque chose d'extrêmement précieux pour l'avenir: la conviction que la justice et l'humanité ont toujours une place dans ce monde», a déclaré Jana Poczobut dans un discours émouvant tenu devant le Parlement.

La journaliste géorgienne Mzia Amaglobeli, cofondatrice et directrice des médias indépendants Batumelebi et Netgazeti, a été condamnée en janvier 2025 à deux ans de prison pour des accusations liées à une présumée confrontation avec la police lors de manifestations antigouvernementales. Elle est devenue la première femme journaliste à être emprisonnée pour des motifs politiques depuis l'indépendance de la Géorgie.

Dans un discours lu lors de la cérémonie par son amie, la journaliste géorgienne **Irma Dimitradze**, M^{me} Amaglobeli a déclaré accepter le prix au nom de tous les prisonniers politiques injustement détenus et condamnés pour avoir lutté en faveur d'un avenir européen pour la Géorgie.

Pour M^{me} Amaglobeli, la Géorgie a été capturée par un régime qui sert les intérêts russes et détruit le journalisme indépendant, abolit les partis politiques d'opposition et démantèle les ONG en les qualifiant d'agents de l'étranger. C'est aussi un régime sans pitié qui réprime à coups de poings, d'amendes, d'arrestations et de chantages les citoyens qui descendent dans la rue depuis l'annonce de la suspension du processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne.

«Je souhaite que vous soyez aux côtés de la société géorgienne, de sa démocratie et de ses aspirations européennes, de la même manière que vous défendriez la liberté dans votre propre pays... Il est désormais incontestable que les forces à l'œuvre derrière les horreurs commises en Biélorussie, en Ukraine et en Géorgie se rapprochent du cœur de l'Europe. Elles se dirigent vers vos foyers, nous sommes simplement en travers de leur route», a mis en garde M^{me} Amaglobeli.

Si l'Ukraine et la Géorgie devaient être abandonnées à leur sort face à l'agression de la Russie, il s'agirait d'une erreur historique irréparable pour laquelle nous aurions tous un lourd tribut à payer.

«Le sort de notre combat ne dépend pas seulement de nous, car ce combat n'est pas seulement le nôtre. Nous avons besoin de votre solidarité et de votre aide... Luttez avec nous, luttez pour nous. Luttez comme vous le feriez pour la liberté dans votre propre pays. Utilisez tous les mécanismes à votre disposition, et faites-le avant qu'il ne soit trop tard», a conclu M^{me} Amaglobeli.

Rien qu'en Biélorussie, plus d'un millier de personnes restent emprisonnées pour des raisons politiques. Dans un [article récent](#) paru dans CESE info, **Hanna Liubakova**, journaliste biélorussienne en exil condamnée à dix ans de prison par contumace, écrivait que l'Union européenne et la communauté internationale ne doivent en rien relâcher la pression tant que toutes n'auront pas été libérées et que la répression systémique n'aura pas pris fin.

En juillet 2025, le CESE a signé un [protocole d'accord](#) avec les forces démocratiques biélorusses, représentées par Sviatlana Tsikhanouskaya, et réaffirmé son soutien sans faille à une Biélorussie démocratique. Ce protocole officialise une nouvelle phase de collaboration structurée visant à soutenir la société civile biélorussienne et ses aspirations européennes.

Séamus Boland, le président du CESE, a félicité le Parlement européen pour sa décision d'attribuer le prix Sakharov à Andrzej Poczobut et à Mzia Amaglobeli. Le CESE a exprimé sa solidarité envers les lauréats et leur combat pour la liberté et la démocratie.

«Je tiens à rappeler avec force qu'il n'y a pas de démocratie sans journalistes indépendants, car la liberté de la presse est le pilier de la démocratie», a déclaré M. Boland dans [la vidéo du CESE](#) consacrée au prix Sakharov.

NOUVELLES DES GROUPES



IL EST URGENT D'ADOPTER DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR RÉDUIRE LES COÛTS RÉGLEMENTAIRES CONSIDÉRABLES DE L'EUROPE

Par Alena Mastantuono, vice-présidente du CESE chargée du budget et membre du groupe des employeurs du CESE

De nos jours, la législation est élaborée sur ordinateur, avant d'être archivée dans des revues officielles et publiée en ligne. Pourtant, la réglementation répond encore et toujours à une approche analogique, faisant fi de ces outils modernes. Au fil des décennies, les lois s'accumulent et génèrent ainsi des charges bureaucratiques involontaires, donnant lieu à un système opaque.

Les technologies réglementaires (RegTech) sont des solutions numériques grâce auxquelles il devient possible de transformer ce grand plat de spaghetti en une belle assiette cohérente. Ces outils de gestion des contraintes réglementaires permettent de visualiser le paysage réglementaire dans son ensemble, de recenser les interactions entre les législations et de réduire les délais et les coûts associés à la mise en conformité.

Certains États membres de l'Union ont déjà accompli des progrès. En Tchéquie, par exemple, l'administration publique fait usage d'un outil unique couvrant l'ensemble du processus d'élaboration de la législation, de l'idée initiale à la publication dans les recueils de lois. Le processus législatif exige aussi que toute nouvelle loi comporte un résumé des obligations qu'elle introduit.

Cette avancée innovante permet de traduire le langage législatif en exigences concrètes, et ainsi de créer le socle d'une base de métadonnées pouvant servir à assurer, de manière systématisée, la compréhension et la mise en conformité.

L'Estonie propose quant à elle un autre modèle, qui consiste à collecter les données nécessaires en consultant directement les registres du commerce, plutôt que d'exiger des entreprises qu'elles soumettent ces informations à plusieurs reprises.

Comment expliquer, dès lors, que les technologies réglementaires ne soient pas la norme au niveau de l'Union?

En l'occurrence, les difficultés ne sont pas d'ordre technique mais institutionnel. Les solutions en matière de technologie réglementaire doivent être intégrées au processus réglementaire et il convient, à cette fin, d'adopter un rôle moteur et de faire preuve de coordination, ce que l'Union a du mal à faire actuellement.

Les responsabilités sont morcelées, et les innovateurs du secteur privé, à l'origine de la plupart des idées liées aux technologies réglementaires, se retrouvent souvent ballottés d'un service à l'autre, sans interlocuteur ni responsable clairement désigné.

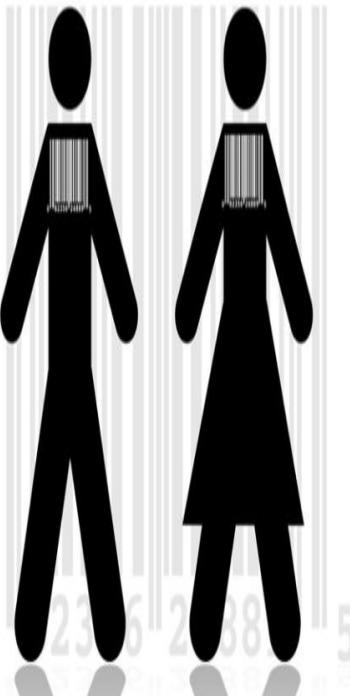
Adopter les technologies réglementaires exige de changer d'état d'esprit, de façon à ne plus voir les outils numériques comme des accessoires optionnels, mais à les reconnaître comme des composantes fondamentales d'une gouvernance efficace. Les retombées ne profiteraient pas uniquement aux régulateurs, mais aussi aux citoyens et aux entreprises.

À l'échelle mondiale, la technologie réglementaire gagne de plus en plus en importance, et quiconque maîtrisera cette force en tirera un avantage stratégique.

(Initialement [publié](#) dans The Brussels Time.)

DEVENIR UN PRODUIT: LA MISE À MAL DES DROITS NUMÉRIQUES

Par le groupe des travailleurs du CESE



Jusqu'à il y a quelques années, les perspectives en matière de droits numériques dans l'Union européenne permettaient de nourrir un certain optimisme. Contribuant à sortir de la jungle que représente la collecte de données, les règlements sur les services numériques et les marchés numériques, ainsi que la réglementation complémentaire sur l'intelligence artificielle (IA) et la protection des données ont établi des normes de premier plan au niveau mondial en faveur d'une approche du développement technologique «[centrée sur l'humain](#)», et ce, en dépit de leurs lacunes, en particulier en ce qui concerne l'application de la législation.

La réglementation est cependant rapidement devenue la source de toutes les vicissitudes, réelles ou imaginaires, de l'Union. Ainsi, une lecture erronée et biaisée des rapports Letta et Draghi, d'une part, et une forte dose de pensée magique, d'autre part, ont concouru à l'écart de productivité de l'Europe et à son manque de licornes en raison de la surréglementation. Sans compter que, dans des domaines connexes tels que celui de l'IA, le règlement pertinent n'était, à l'époque, même pas en vigueur.

À présent, dans l'espoir que sa démarche permette de créer, comme par magie, un générateur énergivore et hydrophage de galimatias de classe mondiale, doté d'une certaine précision statistique (à savoir, de grands modèles d'IA laissant une empreinte environnementale énorme et consommant de grandes quantités d'eau pour refroidir les centres de données), la Commission a présenté deux propositions omnibus qui sapent les fondements de la protection des données à caractère personnel — énoncés dans le RGPD et la directive relative à la vie privée et aux communications électroniques —, en permettant une utilisation plus large des données pour entraîner l'IA et en démantelant les protections et garanties prévues par le règlement sur l'intelligence artificielle.

Étant donné que l'émergence de licornes technologiques semble, à tout le moins, ne pas présenter de corrélation avec la réglementation pertinente, et sans considération des hypothèses idéologiques fortes qui

existent en ce qui concerne les prétdendus maux de la protection des consommateurs, la société civile doit réfléchir aux [dangers](#) du «bilan de qualité numérique» avant de devenir une ferme de données pour les entreprises américaines. Copilot, qui propose avec insistance de résumer ce texte, semble être d'accord.



LE RETOUR DU ROYAUME-UNI DANS ERASMUS+ MONTRÉ QUE LE CESE PEUT ÊTRE UN VECTEUR DE CHANGEMENT

par le groupe des organisations de la société civile du CESE et la section «Relations extérieures» du CESE

À la suite du Brexit et du retrait du Royaume-Uni des projets [Erasmus+](#), le [Comité économique et social européen](#) (CESE) a uni ses forces à celles des jeunes et des organisations de la société civile du Royaume-Uni, qui pensaient que loin d'être seulement un coût pour le Royaume-Uni, le programme constituait un investissement vital dans l'avenir de sa jeunesse.

En avril 2024, le CESE a adopté un [avis d'initiative sur l'engagement des jeunes de l'UE et du Royaume-Uni](#), élaboré par **Cillian Lohan** (groupe des organisations de la société civile du CESE), dans lequel il invite instamment la Commission européenne à intensifier les négociations en vue de la réintégration complète du Royaume-Uni dans Erasmus+. Cette position a reçu le ferme soutien du Forum européen de la jeunesse, du Conseil de la jeunesse britannique et de nombreuses organisations de jeunesse, tant au Royaume-Uni que dans l'UE.

Le CESE s'est également associé au Forum consultatif écossais sur l'Europe (SAFE) pour publier une brochure conjointe intitulée «Participation des jeunes: Connecter la jeunesse, créer des changements en Europe et au Royaume-Uni». Les groupements d'entreprises, syndicats et organisations de la société civile, membres du [groupe consultatif interne](#) de l'UE au titre de l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni ont fait écho à cet appel dans une déclaration publiée à l'occasion du sommet UE-Royaume-Uni de 2025, plaident en faveur d'initiatives tournées vers l'avenir visant à promouvoir les échanges de jeunes et les possibilités offertes aux jeunes travailleurs, y compris un engagement renouvelé dans Erasmus+ et [Europe créative](#).

Dans un tournant décisif, en décembre 2025, [l'UE et le Royaume-Uni sont convenus que le Royaume-Uni rejoindrait Erasmus+ à partir de 2027](#). Cette percée promet de redynamiser la mobilité et la coopération internationales, en particulier pour les jeunes. Cette réalisation témoigne de l'influence du CESE, de sa capacité à mobiliser la société civile et à dialoguer avec elle, ainsi que de l'impact considérable de ses activités de plaidoyer au niveau international. Cela prouve également que la société civile peut faire la différence.

Contexte:

Erasmus+ est l'initiative phare de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, qui favorise les possibilités d'études, de formation, de volontariat et de partenariats transfrontières. Avant le Brexit, le Royaume-Uni jouait un rôle actif et à part entière dans le programme, des milliers d'étudiants du Royaume-Uni et du reste de l'UE bénéficiant d'échanges et de collaborations.

Toutefois, après le Brexit, le Royaume-Uni a choisi de ne pas participer à Erasmus+ en tant que pays tiers associé. Cette décision a énormément réduit l'accès du Royaume-Uni aux projets d'Erasmus+, laissant uniquement quelques possibilités aux institutions et citoyens britanniques, les mêmes que celles qui étaient à la disposition d'autres participants du monde entier. Dans le même temps, les étudiants de l'UE ont vu leurs possibilités d'études au Royaume-Uni considérablement réduites. En 2019, le nombre d'étudiants de l'UE présents au Royaume-Uni avait déjà diminué de plus de moitié, une baisse similaire ayant été observée parmi les citoyens britanniques étudiant dans l'UE.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS

POUR ÉVITER UNE «TIKTOKCRACIE», L'EUROPE DOIT REPENSER D'URGENCE SES DÉFENSES DÉMOCRATIQUES



Alors que les médias sociaux façonnent de plus en plus l'opinion publique, les conclusions de recherches menées récemment par la Balkan Free Media Initiative (BFMI) suscitent une vive inquiétude quant à la préparation de l'Europe s'agissant de lutter contre la manipulation des plateformes et l'ingérence électorale. Dans son dernier rapport intitulé «[Tackling TikTokracy: A blueprint for fighting algorithmic manipulation in Europe](#)», BFMI montre comment TikTok et d'autres plateformes ont été intensément exploitées dans le cadre de plusieurs élections organisées récemment dans les Balkans, notamment au moyen de vastes réseaux de faux comptes et de l'amplification interplateformes. Le rapport documente des tactiques telles que le détournement de hashtag et l'utilisation de réseaux fusionnés de bots d'influence, révélant des faiblesses structurelles communes qui continuent d'exposer nos processus démocratiques aux risques. Pour CESE info, BFMI présente des recommandations concrètes visant à renforcer la démocratie et la sécurité dans la perspective des élections à venir.

Par la Balkan Free Media Initiative (BFMI)

Le dernier rapport de BFMI, élaboré en partenariat avec la société d'analyse Sensika, a révélé l'existence de puissants réseaux d'ingérence numérique en Roumanie, en Bulgarie et au Kosovo, qui utilisent des tactiques hybrides sophistiquées pour imiter un véritable engagement en ligne et stimuler artificiellement la diffusion de messages politiques. Le rapport met en garde contre le fait que ces stratégies ne se limitent pas aux Balkans mais se propagent dans toute l'Europe plus rapidement que les réponses que tentent actuellement d'y apporter les institutions, les plateformes et les citoyens.

Les auteurs appellent à repenser rapidement l'architecture de défense démocratique de l'Europe, afin de rendre les plateformes plus transparentes, de détecter de manière proactive les fausses activités en ligne par-delà les frontières et de renforcer la résilience des citoyens face à l'influence en ligne. Si l'Europe n'agit pas, elle risque de devenir une «TikTokcratie», dans le cadre de laquelle les algorithmes — et non les citoyens — décident de son avenir.

L'influence algorithmique exploite les fissures dans les systèmes médiatiques

Dans les Balkans, les chercheurs de BFMI ont constaté que des réseaux de comptes automatisés, des influenceurs rémunérés et des partisans mal informés exploitent les incitations algorithmiques et les lacunes réglementaires. Grâce à des stratégies sophistiquées telles que la publication massive, l'ingénierie du hashtag et le fusionnement de contenus politiques et de divertissement, les personnes présentes sur ces réseaux, que ce soit sciemment ou à leur insu, amplifient la désinformation et manipulent l'opinion publique.

L'annulation de l'élection présidentielle roumaine en 2024 a été la première occasion où l'ampleur de cette menace a été révélée, après que ces réseaux aient directement compromis le processus électoral. Les services de renseignement roumains ont mis au jour une opération à grande échelle de coordination de plus de 25 000 comptes TikTok automatisés et d'un réseau de micro-influenceurs dont l'objectif était de pousser artificiellement le contenu d'un candidat particulier auprès des utilisateurs et d'amener ces derniers à voter en sa faveur. Une grande partie de cette opération s'est déroulée via Telegram, où des récits et des hashtags stratégiques ayant une résonance locale ont été diffusés en masse.

Une dynamique similaire a été observée en Bulgarie, où des contenus à forte connotation politique diffusés à partir de faux sites web et monétisés au moyen de publicités non transparentes ont contribué à la succession de cycles électoraux qu'a connue le pays pendant quatre ans. Le problème est peut-être encore plus préoccupant en Bulgarie qu'ailleurs, le rapport ayant révélé l'existence d'un modèle d'amplification multiplateforme économiquement intégré dans un paysage médiatique bulgare capté, qui s'adapte constamment et peut être activé à tout moment.

Au Kosovo, ces tactiques ont contribué en 2025 à créer un climat de campagne particulièrement tendu, susceptible d'exacerber des tensions ethniques préexistantes à un moment particulièrement délicat. Une fois de plus, figuraient parmi les stratégies communément employées la tactique dite du «tuyau d'incendie» consistant à publier et à commenter massivement, la synchronisation de l'engagement, l'utilisation ciblée de hashtags et le fusionnement de publicités politiques non étiquetées avec des contenus récréatifs ou sportifs.

Toutefois, les manifestations historiques contre la corruption, organisées via TikTok, qu'a connues la Bulgarie à la fin de l'année 2025 ont montré que ces plateformes peuvent être une arme à double tranchant

pour la démocratie, capable à la fois de stimuler la participation civique et de compromettre la stabilité politique.

L'une des principales conclusions du rapport de BFMI est que la manipulation des algorithmes des plateformes prospère là où et quand les écosystèmes médiatiques sont fragmentés, non transparents et captés par des intérêts politiques ou commerciaux. Si ces vulnérabilités sont effectivement répandues dans les Balkans, la sous-réglementation des plateformes, des normes de transparence insuffisantes, des infrastructures médiatiques fragiles et une coopération transfrontière limitée sont des faiblesses communes à toute l'Europe. En l'absence d'une réponse concertée venant de Bruxelles, tous les États membres restent exposés au risque de «TikTokcracie».

Renforcer les défenses européennes contre la «TikTokcracie»

Le rapport va au-delà du diagnostic pour définir un cadre politique européen clair et susceptible d'être mis en œuvre sans délai qui, non seulement, associe les organes chargés de l'élaboration des politiques mais prévoit aussi des efforts visant à mobiliser la société dans son ensemble, des plateformes aux institutions nationales en passant par les citoyens européens. Il propose notamment de:

- mettre en place, dans le cadre du bouclier européen de la démocratie, des outils d'identification criminelle et de suivi qui alimentent un système d'alerte précoce et de réaction rapide à l'échelle de l'UE;
- faire appliquer de manière offensive la législation existante, telle que le règlement sur les services numériques (DSA) et le règlement européen sur la liberté des médias, et adopter des lignes directrices contraignantes supplémentaires pour les plateformes en ce qui concerne les contenus politiques, la transparence de la publicité et la protection des élections;
- prévoir de nouveaux financements, ainsi que des formations et un soutien technologique en faveur des médias crédibles et indépendants en vue de contribuer à la lutte contre la désinformation;
- organiser des initiatives en matière d'habileté numérique pour les jeunes électeurs et des campagnes de sensibilisation du public visant à protéger les citoyens contre les menaces et à rétablir la confiance de la société.

Ensemble, ces mesures permettraient de renforcer considérablement la capacité de l'Europe à préserver un débat démocratique libre et équitable et de faire en sorte que l'agentivité politique reste du ressort des citoyens plutôt que des plateformes.

Comme l'indiquent clairement les conclusions de BFMI, la manipulation algorithmique évolue plus rapidement que les défenses actuelles de l'Europe, ce qui nécessite plus que des ajustements progressifs ou l'application de la réglementation, et notamment une réaction harmonisée à la hauteur de la rapidité et de l'ampleur de ces menaces. L'Europe doit soit moderniser ses défenses démocratiques de manière à les

adapter à l'ère numérique, soit risquer de permettre que la visibilité algorithmique et une popularité montée de toutes pièces érodent la confiance du public, faussent le choix politique et affaiblissent les sociétés démocratiques.

La Balkan Free Media Initiative (BFMI) est une organisation basée à Bruxelles qui promeut la liberté des médias et protège les droits des journalistes dans les Balkans. BFMI met l'accent sur la promotion de la transparence, de la responsabilité et du journalisme éthique, tout en luttant contre la désinformation, les menaces hybrides et d'autres obstacles qui sapent les valeurs euro-atlantiques. En soutenant la collaboration entre les professionnels des médias et la société civile, BFMI contribue à renforcer la résilience démocratique. Grâce à son approche globale, l'initiative joue un rôle crucial s'agissant de donner aux médias indépendants les moyens d'agir et de faire en sorte que des opinions diverses puissent être entendues dans l'ensemble des Balkans.



TIKTOK: L'ESSOR VA DE PAIR AVEC LA RESPONSABILITÉ

Avec plus de 1,6 milliard d'utilisateurs dans le monde, dont plus de 200 millions en Europe, et une proportion considérable de jeunes qui s'en servent comme source principale d'information, TikTok est devenu un espace d'expression politique et de partage d'informations de premier plan et, partant, fait l'objet d'un contrôle croissant de la part des régulateurs et de la société civile. À la suite de préoccupations récemment exprimées, la Commission européenne a ouvert une procédure formelle au titre du règlement sur les services numériques afin d'examiner si TikTok évalue et atténue de manière adéquate les risques systémiques liés à l'intégrité des élections et au débat public. Nous avons demandé à Francesca Scapolo, experte en intégrité électorale pour les politiques publiques en Europe chez TikTok, comment la plateforme comprend la responsabilité qui lui incombe face à ces risques dans la pratique, de quelle manière elle coopère avec les autorités et quelles garanties elle a mises en place pour protéger les processus démocratiques.

Compte tenu de l'ampleur que prend TikTok et de son rôle croissant en tant que source d'information politique pour des millions d'utilisateurs partout dans l'Union, comment l'entreprise aborde-t-elle de manière plus large la question de la responsabilité concernant les risques systémiques sur la plateforme, comme la propagation de la désinformation, les comportements coordonnés ou les faux comptes et les comptes fictifs? De quelle manière ces efforts se traduisent-ils par une coopération avec les autorités nationales et les institutions de l'UE, en particulier lors de moments délicats tels que les élections?

TikTok est une plateforme de découverte à laquelle plus de 200 millions d'Européens se connectent afin de partager leurs passions ou de trouver des sources d'inspiration. Nous sommes bien conscients que l'essor est synonyme de responsabilité et nous œuvrons sans relâche à protéger notre plateforme et à maintenir un espace civil permettant aux citoyens de s'exprimer et de construire une communauté, y compris lors des élections. Nous avons investi massivement dans des systèmes, des équipes spécialisées et des partenariats pour faire face aux risques systémiques tels que la désinformation préjudiciable, les faux comptes et les comptes fictifs, les comportements coordonnés non authentiques et les comportements trompeurs.

Dans l'ensemble de l'UE, nous nous efforçons notamment d'[appliquer](#) proactivement nos [règles communautaires](#), d'investir dans des fonctionnalités, des outils et des ressources visant à donner à notre communauté les moyens d'agir, y compris sous la forme d'initiatives en matière d'éducation aux médias, et de développer des partenariats avec des experts externes. En fait, grâce au programme mondial de vérification des faits de TikTok, nous travaillons en étroite collaboration avec plus de 20 organisations [accréditées par l'IFCN](#) actives dans ce domaine, parmi lesquelles AFP en France, DPA en Allemagne et Newtral en Espagne.

Nos travaux techniques et nos activités de contrôle de l'application des règles sont complétés par une coopération permanente avec les autorités nationales et les régulateurs de l'UE. Dans le cadre du règlement sur les services numériques (DSA) et du code de conduite contre la désinformation, nous dialoguons avec les coordinateurs pour les services numériques et la Commission européenne. Nous fournissons également régulièrement des informations actualisées sur nos efforts de modération des contenus dans nos [rapports de transparence](#).

Durant les périodes cruciales telles que les élections, nous collaborons également avec les autorités nationales et les commissions électorales et participons au système de réaction rapide du code de conduite, favorisant un partage d'informations diligent et coordonné entre les organisations de la société civile, les vérificateurs de faits et les plateformes afin de pouvoir faire face aux menaces urgentes ou émergentes, une capacité critique en périodes électorales.

Considérés dans leur ensemble, ces efforts montrent comment nous conjuguons atténuation proactive des risques, outils de responsabilisation des utilisateurs et coopération réglementaire afin de contribuer à préserver le débat démocratique dans l'ensemble de l'UE, en particulier lors de périodes électorales délicates.

Selon vous, les mesures prises par TikTok actuellement en vigueur sont-elles suffisantes pour faire face aux risques systémiques pesant sur les processus démocratiques lors des élections, en particulier ceux liés aux algorithmes de recommandation, à la dynamique de visibilité et aux campagnes coordonnées? Ou estimez-vous qu'il est nécessaire de mettre en place des garanties plus solides ou plus proactives?

Lors des élections, nous œuvrons sans relâche à protéger notre plateforme et à maintenir un espace civil permettant aux citoyens de s'exprimer et de construire une communauté. Au cours des cinq dernières années, des milliers de professionnels de la confiance, de la sûreté et de la sécurité ont protégé TikTok lors de plus de 200 élections à travers le monde. Notre [stratégie globale](#) repose principalement sur trois piliers:

- **protéger l'intégrité des élections:** supprimer la désinformation préjudiciable, entraver les tentatives d'influencer notre communauté, y compris les [opérations d'influence clandestines](#), collaborer avec les vérificateurs de faits de manière à évaluer l'exactitude des contenus et étiqueter les allégations invérifiables;
- **donner aux utilisateurs les moyens d'agir:** fournir un accès à des informations fiables par l'intermédiaire des centres électoraux, faire en sorte que les utilisateurs soient en mesure de distinguer la réalité de la fiction;
- **collaborer avec des experts:** établir des partenariats avec les commissions électorales et les organisations de vérification des faits pour lutter contre les menaces émergentes.

Grâce à ces efforts, en 2025, nous avons perturbé plus de 75 réseaux d'influence clandestine et supprimé des dizaines de milliers de comptes pour avoir violé nos politiques en matière d'influence clandestine. Nous rendons des comptes à notre communauté en publiant des mises à jour régulières sur la manière dont nous protégeons l'intégrité des élections, ainsi que des [rapports fréquents](#) sur les opérations d'influence clandestines que nous avons entravées.

Pour ce qui concerne l'avenir, nous restons déterminés à renforcer ces piliers et à faire évoluer nos garanties à mesure que les risques évoluent.

Le projet Clover, qui repose sur un investissement à long terme d'environ 12 milliards d'euros, a été présenté comme un pilier essentiel de la stratégie européenne de gouvernance des données de TikTok. Pourtant, il demeure relativement peu connu du public. Comment cette initiative modifie-t-elle concrètement la manière dont TikTok traite les données des utilisateurs européens et quelle est sa pertinence pour l'intégrité des élections et les garanties démocratiques dans l'Union?

Le [projet Clover](#) est l'un des programmes de protection des données les plus avancés et les plus complets qui soient. Ses principes fondamentaux consistent notamment à stocker les données des utilisateurs européens dans une enclave européenne spécifique par défaut et à les protéger grâce à des garanties et des restrictions supplémentaires, en s'appuyant sur nos contrôles existants concernant les personnes habilitées à accéder aux données.

Nous avons également acquis les services d'une société européenne de cybersécurité renommée, le [groupe NCC](#), afin de surveiller et de vérifier ces garanties de manière indépendante. Le contrôle assuré par le groupe NCC est un gage de responsabilité offert par une tierce partie pour nos travaux visant à protéger les données des utilisateurs européens. Nous avons également déployé des outils, appelés «technologies de protection de la vie privée», pour renforcer la protection de la vie privée des utilisateurs européens.

Ces mesures vont au-delà des exigences réglementaires, tout en étant alignées sur les principes du RGPD et sur nos efforts généraux visant à protéger notre plateforme et nos utilisateurs au moyen de processus, de politiques et de procédures solides.

Francesca Scapolo supervise les efforts de TikTok en matière de politique publique d'intégrité des élections à l'échelle européenne, en assurant la coordination entre les équipes chargées des produits, de la

confiance et de la sécurité, ainsi que des politiques. En collaboration avec les parties prenantes internes et externes, elle met en œuvre des stratégies de politiques publiques régionales qui renforcent la confiance civique et préservent l'intégrité électorale. Avant de rejoindre TikTok, Francesca Scapolo a travaillé au sein du conseil de surveillance de Meta et à la Commission européenne.



À QUI SE FIER? AUX VÉRIFICATEURS DE FAITS!

Dans un monde en ligne où l'IA générative peut fabriquer un titre, une image et une source en quelques secondes, les «nouvelles de dernière minute» pourraient bientôt céder la place aux «nouvelles vérifiées». À une époque où les mensonges voyagent plus rapidement que les faits, la vérification de ceux-ci devient rapidement l'un des outils les plus puissants du journalisme. L'[Observatoire européen des médias numériques](#) (EDMO) procède à un suivi des discours mensongers les plus persistants d'Europe au moyen de ses notes mensuelles sur la désinformation. Avec Tommaso Canetta, coordinateur de l'EDMO, nous avons évoqué l'évolution de la vérification des faits et les moyens nécessaires pour lutter contre la désinformation à l'ère de l'IA.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les notes mensuelles du réseau de vérification des faits de l'EDMO? Comment collectez-vous les informations et décidez-vous de ce qu'il convient d'inclure dans les notes? Qui sont vos vérificateurs de faits?

Chaque mois, nous envoyons un questionnaire aux organisations de vérification des faits qui sont membres du [réseau de vérification des faits de l'EDMO](#) (55 organisations couvrant tous les États membres de l'UE plus la Norvège). Le questionnaire comprend des questions quantitatives et qualitatives sur la désinformation détectée au cours du mois précédent. Nous analysons ensuite toutes les réponses et incluons les informations les plus pertinentes ressortant de cette analyse dans les notes.

Votre note d'octobre indiquait que la désinformation générée par l'IA avait atteint un nouveau record dans un contexte d'effritement de l'intégrité de l'information. Qu'est-ce qu'un «AI slop» et comment est-ce utilisé pour produire de fausses informations ou discréditer certains? Pouvez-vous nous donner quelques exemples récents et flagrants?

Un «AI slop» peut être défini comme un contenu de qualité faible à moyenne créée à l'aide d'outils d'IA. Le déluge de contenus générés par l'IA circulant sur les plateformes de médias sociaux pendant les crises,

avant, pendant ou après les élections, et plus généralement autour de sujets sensibles, peut fausser considérablement la perception du public.

Parmi les exemples récents figurent les nombreuses [vidéos](#) et images mensongères montrant prétendument des Vénézuéliens fêtant dans la rue l'enlèvement de Maduro par les États-Unis. Un autre exemple est la diffusion, en novembre, de [vidéos](#) générées par l'IA représentant des soldats ukrainiens qui se libèrent. Dans la sphère politique en général, on voit de plus en plus de trucages vidéo ultra-réalistes de responsables politiques, affirmant des choses qu'ils n'ont jamais dites, créés et diffusés pour les discréditer (par exemple, [celui-ci](#) en Hongrie).

Existe-t-il des sujets ou des problèmes récurrents qui ont récemment fait les choux gras des vecteurs de désinformation et de discours mensongers? Pourriez-vous en citer quelques-uns sur la base des recherches menées pour vos notes d'information?

La guerre en Ukraine, les migrations, le changement climatique, l'UE, la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza et ses conséquences, les pandémies et les vaccins, ainsi que les communautés LGBTQ+, ont tous été des cibles récurrentes de discours et de campagnes de désinformation ces derniers mois (comme en témoignent les [notes d'information](#) sur ces sujets).

En outre, la politique nationale est souvent la cible de désinformation, bien que la dynamique spécifique varie naturellement d'un pays à l'autre. Pratiquement toutes les crises qui «font» l'actualité ont tendance à devenir des cibles de désinformation, du moins tant que la couverture médiatique traditionnelle leur accorde une importance particulière (par exemple, l'ouragan Melissa, le vol au Louvre, la mort de Charlie Kirk, la guerre de 12 jours entre Israël et l'Iran, les élections présidentielles en Roumanie, etc.).

Dans un récent rapport de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme, les experts prévoient que la vérification occupera une place centrale dans les années à venir, la «vérification-minute» remplaçant les «nouvelles de dernière minute». Que pensez-vous de l'évolution du journalisme de vérification des faits et de son importance à l'avenir?

Je suis d'avis que son importance ne fera que continuer à croître. Nous évoluons rapidement vers une situation dans laquelle la principale source d'information pour des générations entières — les médias sociaux — est inondée de contenus peu fiables, tandis que de nombreux utilisateurs sont de plus en plus incapables de distinguer ce qui est réel de ce qui est généré par l'IA.

La désinformation, les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, les escroqueries, la pornographie non consensuelle générée par l'IA (y compris celle montrant des mineurs) et d'autres contenus et opérations illicites ou préjudiciables vont prospérer. Ces efforts sont alimentés par les algorithmes et les modèles économiques des plateformes, par des acteurs peu scrupuleux exploitant le système à des fins lucratives et par des forces adverses/extrémistes (domestiques ou étrangères) qui bénéficient de la polarisation et des crises sociétales des États européens.

Si les démocraties veulent survivre, elles devront aborder cette question avec détermination, et la vérification des faits est un outil fondamental à cette fin. Même s'il devient impossible de vérifier tous les

faux contenus à l'avenir, il devrait y avoir au moins un effort important pour vérifier ce qui est vrai. Les sources d'information traditionnelles pourraient même bénéficier d'un tel changement.

Peut-on apprendre aux gens comment détecter la désinformation? Comment repérer un faux lorsque nous le lisons, le voyons ou l'entendons? Cela sera-t-il même possible compte tenu de l'essor rapide de la technologie de l'IA, ou aurons-nous à nouveau besoin d'IA pour détecter les contrefaçons créées par l'IA?

Beaucoup peut être enseigné. La sensibilisation à la désinformation et à ses principales caractéristiques est une première ligne de défense puissante, et l'éducation aux médias est de la plus haute importance. Toutefois, l'éducation ne suffit pas à elle seule. Nous avons certainement besoin d'outils, y compris d'outils fondés sur l'IA, mais à l'heure actuelle, ces outils ne sont pas toujours fiables. Leur développement nécessite des efforts et des investissements, étant donné que les tiers mal intentionnés ont généralement une longueur d'avance. En outre, au-delà de l'identification des discours de désinformation, il est essentiel de détecter et de suivre leur dynamique de diffusion, y compris les acteurs, les cibles et la distribution interplateformes. Pour ce type d'analyse, des outils d'IA améliorés peuvent fournir des informations précieuses permettant d'apporter des réponses en temps utile. Nous avons également besoin d'une réglementation plus stricte de l'espace numérique et de l'IA. Les initiatives de l'UE telles que la législation sur les services numériques et la législation sur l'IA constituent un bon point de départ, mais beaucoup reste encore à faire, notamment en ce qui concerne l'application de la législation.

En outre, nous avons besoin d'un secteur des médias traditionnels solide, capable de fournir des informations fiables et de qualité, et d'une plus grande vérification des faits à tous les niveaux. Mais avant tout, les gouvernements démocratiques doivent renforcer leur action politique, relever ces défis avec audace et veiller à ce que les citoyens soient correctement informés.

Où le public peut-il lire vos notes d'information?

Elles sont toutes disponibles [ici](#).

Tommaso Canetta est journaliste et vérificateur de faits, directeur adjoint de [Pagella Politica/Facta news](#), coordinateur des activités de vérification des faits de l'EDMO et de l'Observatoire italien des médias numériques (IDMO), et membre de l'organe de gouvernance du réseau européen des normes de vérification des faits (EFCSN) ainsi que de la task-force du code de bonnes pratiques contre la désinformation.

L'EDMO est un réseau financé par l'UE qui réunit des chercheurs, des vérificateurs de faits et des experts en éducation aux médias afin de détecter, d'analyser et de combattre la désinformation dans toute l'Europe. Son réseau de vérification des faits se compose de 15 pôles dans l'ensemble de l'UE et de l'EEE.

DÉMONTER LES ROUAGES DES FAUSSES INFORMATIONS



À l'heure où la désinformation en ligne évolue à toute vitesse, l'Europe doit parer à toujours plus de menaces d'ingérence étrangère et de fausses informations. [Debunk.org](#) est un centre d'analyse de la désinformation qui surveille les discours mensongers en ligne, examine la véracité des faits allégués et met au jour les actions coordonnées de manipulation. À la tête de cette organisation, Viktoras Daukšas nous parle du travail de son équipe pour passer ces campagnes au crible. Il nous explique les techniques et les schémas à l'œuvre dans les menées modernes de désinformation, les difficultés qui sont les leurs pour détecter la manipulation sur plusieurs plateformes à la fois, ainsi que les mesures que les institutions, la société civile et les citoyens peuvent prendre pour protéger le débat démocratique en Europe.

Sur la base de vos analyses récentes (le déferlement de discours pro-Kremlin sur X par la chaîne d'information Telegram *Belarusian Silovik*, des escroqueries fondées sur l'hypertrucage et une campagne visant à discréditer Ursula von der Leyen), quels principaux schémas de désinformation observez-vous actuellement en Europe? Quel est le mécanisme derrière ces trucages numériques? Quelles techniques s'avèrent aujourd'hui les plus efficaces, et pourquoi?

Selon les observations de l'équipe de [Debunk.org](#), un schéma se détache du lot: le blanchiment de contenus simultanément sur plusieurs plateformes, ce qui représente aussi une nouvelle façon de contourner les sanctions prises par l'Union européenne à l'encontre des médias acquis au Kremlin. Les contenus provenant de sites internet sanctionnés sont réécrits à l'aide de l'IA et partagés sur des médias de désinformation nouvellement créés, comme le réseau *Pravda*, ou sur les réseaux sociaux. Les narratifs émanent souvent d'espaces fermés ou semi-fermés tels que Telegram, où des acteurs liés à l'État ou agissant par procuration opèrent sans réel contrôle, et sont ensuite reformatés pour des plateformes comme X. Dans le cadre de notre enquête sur les [contenus liés à Belarusian Silovik](#), nous avons découvert qu'un petit nombre de comptes fictifs ou à l'identité usurpée amplifient inlassablement le même matériel source, en utilisant l'IA pour le localiser et en l'adaptant à différents publics pour en accroître la portée.

Un deuxième schéma récurrent repose sur le discrédit politique déclenché par un événement, ce qui consiste à instrumentaliser délibérément les procédures démocratiques officielles pour lancer des campagnes de désinformation. Dans le cas du [vote de censure visant la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen](#), le vote lui-même est devenu le vecteur d'une campagne de discrédit coordonnée. Même s'il était d'emblée manifeste que la motion ne réunirait pas suffisamment de voix pour faire démissionner la présidente, la manœuvre a néanmoins été orchestrée dans le but d'amplifier les discours préexistants de corruption et d'illégitimité.

Enfin, nous voyons de plus en plus que [la désinformation confine à la fraude](#), en tirant notamment profit de la publicité payante et d'escroqueries fondées sur l'hypertrucage. Ici, l'objectif ne se limite pas à une

manipulation politique, mais vise aussi un préjudice financier direct, souvent obtenu en se faisant passer pour des médias, des personnalités publiques ou des institutions de confiance. Ces campagnes abusent des systèmes publicitaires des plateformes et, pour les utilisateurs, il est difficile de les distinguer des contenus légitimes.

Pouvez-vous nous détailler vos procédés pour rétablir la vérité? De manière générale, quels signaux ou éléments de preuve vous permettent de détecter les contenus coordonnés ou manipulés?

Notre processus de rétablissement de la vérité («debunking») combine analyse du discours, signaux comportementaux et vérification technique, souvent en collaboration avec des organisations partenaires.

Nous commençons par repérer la source d'une allégation en amont et par retracer la manière dont elle se propage d'une plateforme à l'autre. Parmi les signaux de coordination, on peut citer une fréquence de publication inhabituellement élevée, une amplification synchronisée autour d'événements majeurs, des renvois répétés de liens vers la même origine, ou encore des comptes qui usurpent l'identité de personnes ou d'organisations bien réelles. Au niveau du contenu, nous recherchons les formulations récurrentes et les narratifs parfaitement calibrés.

Nous en évaluons l'ampleur et la vélocité. Lorsque d'importants volumes de contenu apparaissent dans des délais courts, cela peut suggérer une automatisation ou un comportement coordonné. Bien que les outils et les techniques varient au cas par cas, la clé consiste à recouper plusieurs indicateurs de manipulation plutôt que de se fier à un signal unique.

Aujourd'hui, l'analyse des activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger se fait rarement seul dans son coin. L'efficacité des réponses dépend de plus en plus de réseaux d'échange d'informations tels que le centre FIMI-ISAC, qui mettent en relation les chercheurs, les journalistes, la société civile et les institutions publiques afin de détecter et de contextualiser rapidement les menaces.

Votre analyse de la désinformation visant Ursula von der Leyen met en évidence des tendances plus lourdes de discrédit politique. En quoi cette affaire est-elle révélatrice de la manière dont les institutions ou les figures politiques de l'Union sont aujourd'hui présentées en ligne?

Cela reflète une stratégie plus large de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger: il s'agit d'éroder la confiance et d'affaiblir l'autorité institutionnelle de l'Union afin de disqualifier plus facilement l'information officielle, les médias, la vérification des faits ou les réponses politiques. Par la répétition de narratifs ou d'accusations préconstruits par les médias, les chaînes et les influenceurs pro-Kremlin, on cherche à créer des campagnes de grande ampleur dans le but de manipuler l'opinion publique.

D'après vos recherches, quelles compétences doivent développer de toute urgence les citoyens pour se protéger de la désinformation et des hypertrucages? Quelles sont, selon vous, les principales failles dans l'éducation du public au numérique et aux médias?

Les compétences les plus urgentes à acquérir aujourd'hui concernent moins la mémorisation des faits que la reconnaissance des techniques de manipulation.

Les citoyens doivent se doter de solides réflexes en matière de vérification des sources, comme la lecture latérale, qui consiste à quitter la page internet que nous sommes en train de lire pour vérifier ce que disent d'autres sources crédibles, et une vérification élémentaire de l'auteur d'une affirmation. Il faut également sensibiliser davantage aux médias synthétiques: il convient de comprendre qu'un contenu vidéo ou audio convaincant peut être fabriqué de toutes pièces et que le réalisme visuel n'est plus une preuve d'authenticité.

Pour contribuer à combler ces failles, Debunk.org a mis au point **InfoShield**, un cours en ligne gratuit de 45 minutes qui a déjà été suivi par plus de 5 000 citoyens. Le cours se concentre sur les compétences pratiques indispensables au quotidien pour reconnaître la manipulation, le cadrage émotionnel et les contenus trompeurs dans les environnements numériques.

Au niveau professionnel, nous avons aussi de plus en plus besoin de spécialistes formés, capables de détecter systématiquement les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et d'y réagir. À cette fin, nous proposons **FIMI101**, un cours d'apprentissage en ligne destiné aux professionnels et conçu pour certifier les analystes exerçant dans ce domaine. La participation à ces cours professionnels contribue directement aux activités de recherche, de suivi et d'intérêt général que mène en permanence Debunk.org.

Viktoras Daukšas est depuis huit ans à la tête de l'ONG **Debunk.org**, un groupe de réflexion indépendant en matière de technologies. Debunk.org analyse les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi que les comportements coordonnés non authentiques. Avec ses partenaires, l'ONG mène des recherches sur la désinformation dans 22 pays, en combinant ses connaissances spécialisées avec des technologies fondées sur l'IA. Debunk.org propose également des campagnes d'éducation aux médias pour apprendre aux citoyens à repérer les trucages en ligne et à se protéger de la désinformation.

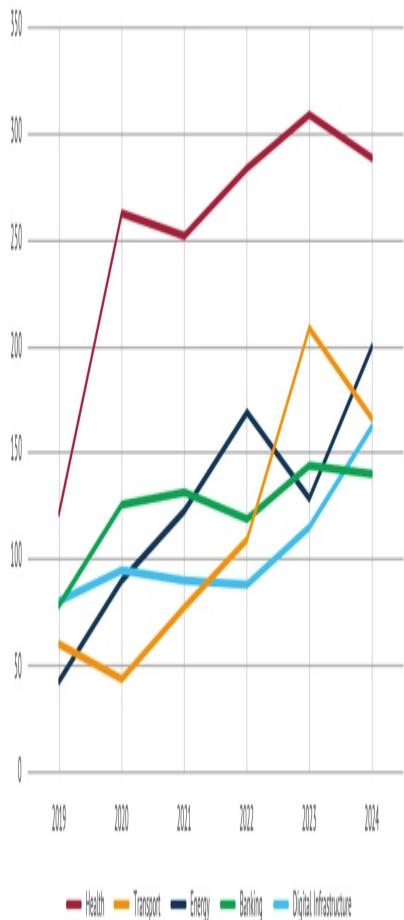
SÉCURISER LES SOINS DE SANTÉ DE L'UE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE MENACES HYBRIDES



Les hôpitaux européens ont été confrontés à près de 300 incidents de cybersécurité en 2024, ce qui fait des soins de santé le secteur essentiel le plus ciblé. Largement attribués à des groupes liés à la Russie, les incidents majeurs coûtent environ 300 000 EUR chacun, mais les dommages vont bien au-delà des pertes financières. Le plan d'action européen sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé (2025) constitue une étape essentielle vers la protection des soins de santé de l'UE contre les menaces hybrides. Samuel Goodger et Elizabeth Kuiper, du Centre de politique européenne, exposent les priorités à respecter pour assurer la bonne mise en œuvre du plan.

Le nombre croissant de cyberattaques contre les infrastructures de santé de l'UE s'inscrit dans le cadre d'une guerre hybride plus large, dont la Russie est la principale instigatrice, visant à intimider, déstabiliser et tester la détermination européenne. Pendant que l'on assiste à un remodelage de la prestation des soins de santé induit par la santé numérique et l'intelligence artificielle, la portée des cyberattaques ne cesse quant à elle de s'étendre. Depuis 2023, des groupes de pirates informatiques pro-russes, tels que *Killnet* et *Anonymous Sudan*, ont lancé des attaques coordonnées contre des hôpitaux et des autorités sanitaires au Danemark, aux Pays-Bas, en Espagne et en Suède. Rien qu'en 2024, au moins 289 incidents de cybersécurité ont touché les prestataires de soins de santé de l'UE, soit davantage que dans tout autre secteur essentiel.

EU CYBERSECURITY INCIDENTS REPORTED, SELECT CRITICAL SECTORS



Source: European Commission, Annual Report NIS Directive Incidents, 2019-2024. Authors' own elaboration.

Le coût de l'inaction est énorme. Les incidents majeurs coûtent en moyenne 300 000 EUR chacun, ce qui signifie que la charge cumulée pesant sur les systèmes de santé peut atteindre des milliards.

La désinformation, par exemple partagée sur les médias sociaux, peut également multiplier les effets des attaques. Lorsque les hôpitaux sont ciblés, les fausses déclarations sur les violations des données des patients peuvent amplifier l'anxiété publique, éroder la confiance dans les établissements de soins de santé et aggraver les effets déjà préoccupants d'une faible maîtrise des connaissances en matière de santé.

Pourquoi les soins de santé?

Plusieurs facteurs rendent les systèmes de santé attrayants. Les dossiers médicaux personnels peuvent faire l'objet d'usurpation d'identité ou d'extorsion. La fragmentation des environnements informatiques — mélange de systèmes anciens et d'infrastructures modernes — contribue aux vulnérabilités. Les dépendances au sein des chaînes d'approvisionnement créent des points d'entrée supplémentaires, étant donné que la violation d'un système peut se répercuter sur d'autres.

La préparation en matière de cybersécurité dans le domaine des soins de santé varie considérablement d'un État membre à l'autre. Tandis que certains États membres disposent d'écosystèmes matures, tels que le Z-CERT néerlandais, qui fournit des renseignements sectoriels sur les menaces et la réaction aux incidents, d'autres ne disposent pas d'une expertise spécifique en matière de santé. Cette fragmentation crée des vulnérabilités que les acteurs hostiles peuvent exploiter. Les carences au niveau du partage transfrontière de renseignements sur les menaces permettent aux auteurs d'attaques de réutiliser les mêmes vulnérabilités d'un pays à l'autre.

Enfin, les pénuries de main-d'œuvre aggravent également ces lacunes: en 2024, selon les estimations, ce sont 300 000 professionnels de la cybersécurité qui faisaient défaut à l'UE. Le problème est particulièrement aigu dans le domaine des soins de santé, où environ deux tiers des rôles en matière de cybersécurité sont occupés par des professionnels de l'informatique non spécialisés dans ce domaine.

IA — Une occasion cruciale à saisir

Dans ces circonstances, le plan d'action européen de janvier 2025 sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé constitue une avancée essentielle. S'appuyant sur une législation existante substantielle, telle que la directive SRI 2, le RGPD et le règlement sur l'espace européen des données de santé, le plan trace la voie à suivre pour protéger les systèmes de santé de l'UE au moyen de quatre piliers: prévention, détection, réaction et rétablissement, dissuasion.

Les outils actuels fondés sur l'IA offrent un potentiel de défense important: surveillance continue, détection fine des atteintes à la sécurité, hiérarchisation des alertes et endiguement précoce automatisé des menaces. Toutefois, nos adversaires bénéficient également de ces évolutions, par exemple en manipulant les modèles d'IA au moyen d'entrées contradictoires ou d'empoisonnements de données. Pour garantir l'intégrité du système, il est donc nécessaire de surveiller en permanence et de sécuriser les canaux de développement. La validation par des analystes humains reste essentielle pour l'obligation de redevabilité.

Par ailleurs, l'IA renforce également de manière significative les acteurs de la désinformation. En analysant les données volées, les agresseurs peuvent générer des courriels d'hameçonnage adaptés aux rôles spécifiques des individus. Lors d'incidents, une désinformation coordonnée peut éroder la confiance du public, précisément lorsque la confiance est la plus fragile.

Recommendations

Avant que la Commission ne prenne de nouvelles mesures pour mettre en œuvre le plan d'action, nous recensons six priorités:

Premièrement, tirer parti de l'IA pour détecter les menaces et y répondre. Les systèmes de santé devraient expérimenter l'IA spécialisée pour la gestion automatisée des vulnérabilités et l'analyse comportementale. Des systèmes d'IA fermés mais explicables sont préférables, afin de réduire les risques de fuites de données.

Deuxièmement, améliorer le renseignement sur les menaces transfrontières. La Commission doit mettre en place des systèmes de surveillance des vulnérabilités contextualisés dans les flux de travail cliniques. La coopération internationale devrait être renforcée dans le cadre de l'initiative internationale de lutte contre les rançongiciels et du G7.

Troisièmement, renforcer la passation conjointe de marchés pour la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. La mise en place de mécanismes communs de passation de marchés au niveau de l'UE agrégerait la demande et faciliterait la surveillance des exigences en matière de sécurité dès la conception.

Quatrièmement, remédier à la crise de capacité s'agissant de la main-d'œuvre. Les professionnels de la santé eux-mêmes constituent à la fois la première ligne de défense et une vulnérabilité majeure. La formation à l'hygiène informatique doit inclure des compétences en matière de lutte contre la désinformation et la reconnaissance des attaques d'ingénierie sociale renforcées par l'IA.

Cinquièmement, cibler les risques de désinformation. La Commission devrait élaborer des initiatives de maîtrise de l'IA spécifiques aux soins de santé expliquant les processus décisionnels et les implications en matière de respect de la vie privée. Les citoyens doivent être en mesure de distinguer les communications authentiques des contenus manipulés.

Sixièmement, veiller à ce qu'un financement adéquat soit disponible. Les investissements publics devraient faire l'objet d'une réorientation des ressources existantes, mais aussi bénéficier de la clause dérogatoire du pacte de stabilité et de croissance. L'UE devrait envisager de créer un Fonds pour la résilience doté d'une enveloppe spécifique de 10 milliards d'euros pour les secteurs les plus exposés aux cybermenaces.

Pour garantir la cyber-résilience des systèmes de santé de l'UE, il est nécessaire de passer à une approche collaborative et proactive. Il faut pour cela surmonter la fragmentation et favoriser une action collective intégrée et innovante. En tirant parti de l'IA, en approfondissant la coopération transfrontière, en investissant dans le développement de la main-d'œuvre et en donnant aux patients les moyens d'agir, l'UE peut transformer le secteur des soins de santé d'un objectif vulnérable en une infrastructure résiliente.

Samuel Goodger est analyste politique et **Elizabeth Kuiper** est directrice associée au Centre de politique européenne. Le présent article se base sur leur note stratégique de novembre 2025 «[From ransomware to statecraft: Protecting EU healthcare in the new threat landscape](#)».

Le [Centre de politique européenne](#) (CPE) est un groupe de réflexion indépendant et à but non lucratif qui vise à favoriser l'intégration européenne par l'analyse et le débat, en aidant et en stimulant les décideurs à tous les niveaux à prendre des décisions éclairées fondées sur des données probantes et des analyses, et en fournissant une plateforme pour associer les partenaires, les parties prenantes et les particuliers à l'élaboration des politiques de l'UE et au débat sur l'avenir de l'Europe.



INTERFACES NUMÉRIQUES ACCESSIBLES: ESSAYEZ DE COMMANDER UN DOUBLE ESPRESSO SUR UN ÉCRAN TACTILE LES YEUX FERMÉS

Les concepteurs et les développeurs d'interfaces numériques devraient prendre davantage conscience de la diversité des besoins en matière d'information. Bart Simons de l'Union européenne des aveugles (UEA) les exhorte à se mettre dans la peau des personnes handicapées, ne serait-ce qu'un instant, afin que la révolution numérique bénéficie à tous

L'accès à l'information est essentiel. Les personnes aveugles et malvoyantes sont depuis longtemps pionnières dans l'élaboration d'outils techniques permettant de consulter des informations imprimées, ce qui est essentiel à leur autonomie de vie. Nous avons été parmi les premiers à utiliser des scanners pour lire du texte au format papier et, il y a dix ans déjà, des outils d'intelligence artificielle installés sur nos smartphones nous décrivaient notre environnement.

De manière générale, nous nous félicitons que les informations et de nombreux processus deviennent disponibles sous forme numérique. Il importe cependant que la numérisation soit mise en œuvre de manière intelligente et inclusive. La conception et le développement de sites web, d'applications, de services bancaires, de livres et de plateformes d'achat accessibles aux utilisateurs ayant des besoins très divers offrent de nombreuses possibilités. Des textes législatifs tels que l'acte législatif européen sur l'accessibilité sont en place, des normes ont été élaborées et il est possible de personnaliser les smartphones et les ordinateurs et de les équiper de technologies d'assistance afin que chacun puisse les utiliser.

Nous devons toutefois sensibiliser davantage les concepteurs et les développeurs d'interfaces numériques. Ces derniers doivent être formés de manière à ce que le potentiel que recèle la numérisation pour répondre à nos besoins en matière d'accès à l'information devienne une réalité.

Nous souhaitons, par exemple, pouvoir vérifier le montant que nous payons avant de valider nos opérations sur les terminaux de paiement. Comme nous ne pouvons pas encore conduire de voitures, nous dépendons de la livraison de courses à domicile, mais cela ne fonctionne que si les sites web des magasins peuvent être utilisés sans souris. Nous voulons lire les livres publiés récemment et trouver des informations exactes sur Internet, mais cela nécessite un contraste de couleurs suffisant. En outre, les informations doivent être fournies dans un format de texte plutôt que seulement sous forme d'images.

Toutes les personnes qui participent à la création de produits et de services assortis d'une interface numérique peuvent contribuer à libérer ce potentiel en envisageant les choses sous différents angles et en se demandant: comment trouver le bouton pour avoir un double espresso sur un écran tactile les yeux fermés ou sans mes lunettes? Les utilisateurs peuvent-ils utiliser cette borne pour commander à manger

s'ils sont petits, grands ou assis? Les utilisateurs d'une plateforme d'apprentissage en ligne peuvent-ils répondre aux questions sans utiliser de souris? Existe-t-il une autre méthode que le glisser-déposer? Les exercices sont-ils conçus de manière à ne pas reposer uniquement sur des codes de couleur, la reconnaissance d'images ou d'autres caractéristiques sensorielles?

Lorsque les produits et services sont conçus et développés de manière inclusive, ils touchent davantage de clients, qui se sentent plus indépendants et les recommandent aux autres. Faisons de la révolution numérique une réalité pour tous.

Bart Simons est expert en accessibilité et représentant de l'Union européenne des aveugles (UEA) auprès de l'Association européenne pour la coordination de la représentation des consommateurs dans la normalisation (ANEC).



LES AGRICULTEURS DOIVENT ÊTRE AU CENTRE DE L'AGRICULTURE NUMÉRIQUE

Alors même que l'IA pourrait rendre l'agriculture européenne plus compétitive et plus durable, la plupart des agriculteurs en sont exclus: selon les estimations, seules 3 à 4 % des exploitations agricoles de l'UE recevront un financement en faveur d'outils numériques au titre de la PAC actuelle, signale Stoyan Tchoukanov, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» du CESE.

Lors des Journées européennes de l'agroalimentaire, en décembre 2025, une réalité importante a été mise au jour: Sur plus de 400 participants rassemblés pour débattre de l'avenir de l'agriculture numérique, seuls six étaient des agriculteurs, et deux d'entre eux utilisaient une solution numérique pour gérer leur exploitation. Ce constat révèle une faille majeure: l'Europe ne peut pas façonner un avenir numérique de l'agriculture sans associer activement les agriculteurs à ces évolutions.

Bien que la numérisation fasse l'objet de discussions depuis des décennies, le soutien réel apporté sur le terrain reste circonscrit. Dans le cadre de l'actuelle politique agricole commune (PAC) de l'UE pour la période 2023-2027, on estime que seules 3 à 4 % des exploitations agricoles de l'Union pourront bénéficier d'un financement spécifiquement axé sur les technologies agricoles numériques. Même en incluant les mesures de modernisation des exploitations agricoles au sens large, ce chiffre n'atteint que 7,6 % environ.

Il faut aussi opérer une nette distinction entre l'utilisation d'outils numériques de base et une véritable transformation numérique. Alors que plus de 90 % des agriculteurs utilisent au moins un outil informatique ou logiciel, ils sont nettement moins nombreux à pouvoir financer ou accéder à des technologies avancées telles que l'agriculture de précision, les capteurs ou les systèmes fondés sur l'IA. Le niveau de soutien public spécifiquement consacré à ces investissements reste faible,

et les données confirment ces manquements. [Selon le Centre commun de recherche de l'UE](#), les logiciels de gestion d'exploitation agricole et les outils satellitaires ne sont utilisés que par un agriculteur sur cinq environ, et l'usage de drones reste négligeable dans la plupart des États membres.

Les outils numériques et l'IA peuvent rendre l'agriculture européenne plus compétitive, plus durable et plus résiliente, à condition que les agriculteurs soient connectés, soutenus et associés à l'élaboration de ces solutions. Sans eux, l'innovation numérique risque d'être cantonnée au stade d'ambition politique plutôt que de se concrétiser sur le terrain.

Stoyan Tchoukanov est le [président de la section NAT du CESE](#) depuis octobre 2025, et il est membre du CESE depuis 2020. Au sein du Comité, il représente l'Association pour l'élevage des races bovines à viande en Bulgarie, où il est également à la tête de son propre élevage bovin.



LES ALGORITHMES NE SONT PAS NEUTRES: POURQUOI LES LOIS EUROPÉENNES DOIVENT TENIR COMPTE DES EXPÉRIENCES VÉCUES PAR LES CITOYENS

Anastasia Karagianni, de la VUB (Vrije Universiteit Brussel), explore la manière dont les technologies numériques influencent de plus en plus la manière dont les personnes sont jugées et traitées, depuis les images en ligne jusqu'à l'accès à l'emploi et aux services publics. Bien que ces systèmes soient souvent présentés comme neutres, ils peuvent renforcer les inégalités existantes et causer un préjudice réel aux communautés marginalisées, ce qui montre pourquoi la réglementation numérique de l'UE doit aller au-delà de la conformité technique et prendre au sérieux les expériences vécues par les personnes lorsqu'elles luttent contre la discrimination algorithmique.

La [discrimination algorithmique](#) désigne les systèmes automatisés produisant des résultats qui désavantagent systématiquement des groupes particuliers, non pas uniquement du fait d'«erreurs» techniques, mais en raison de la manière dont les données, les choix de conception et les schémas historiques d'inégalité façonnent la prise de décision automatique. Ces effets sont particulièrement prégnants lorsque le genre, la race, la classe, le handicap ou d'autres axes identitaires se recoupent, portant atteinte à l'égalité, à la vie privée et à la non-discrimination.

Par exemple, [les filtres de beauté portent en eux-mêmes des idéaux d'attractivité normatifs, souvent eurocentriques et sexospécifiques](#), en «corigeant» via des algorithmes les visages vers des tons cutanés plus légers ou des caractéristiques féminisées, ce qui affecte de manière disproportionnée les femmes et les personnes de couleur et renforce les hiérarchies existantes de valeur sociale. De même, les technologies portables intelligentes, telles que les lunettes d'IA *Ray-Ban Meta*, suscitent des inquiétudes quant à la surveillance, à la vie privée et aux abus sexuels fondés sur l'image, étant donné que les systèmes de vision et de parole biaisés peuvent mener à des identifications erronées parmi les groupes marginalisés et exposer les passants à un enregistrement auxquels ils n'ont pas consenti, ce qui renforce les déséquilibres de pouvoir existants dans les espaces publics.

Dans l'UE, où les systèmes numériques déterminent de plus en plus l'accès aux services publics, aux possibilités d'emploi et au soutien social, il est essentiel de remédier à ces préjudices pour protéger les droits fondamentaux et la responsabilité démocratique.

Les cadres de l'UE, tels que le [règlement général sur la protection des données](#) (RGPD) et le [règlement sur l'intelligence artificielle](#) constituent des étapes importantes vers une approche des données et des systèmes automatisés fondée sur les droits. L'accent placé par le RGPD sur la transparence, le contrôle humain et les mécanismes permettant aux personnes de contester les décisions automatisées donne à la société civile des outils pour contester les pratiques discriminatoires et exiger des acteurs tant privés que publics qu'ils rendent des comptes. Le règlement sur l'IA adopte une approche fondée sur les risques pour réglementer l'IA, avec des obligations explicites pour les systèmes à haut risque et les applications d'IA considérés comme susceptibles d'avoir une incidence significative sur les droits, la sécurité ou l'accès des personnes aux services essentiels, tels que les soins de santé ou l'emploi. Cela crée des possibilités de surveillance et de contrôle structuré des technologies susceptibles de produire des résultats préjudiciables.

Les organisations de la société civile ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre de ces cadres. Des forums tels que le CPDP ([Computer, Privacy and Data Protection Conference](#)), le [Privacy Camp](#) et le [FARI](#) associent des militants, des chercheurs et des décideurs politiques à l'évaluation des systèmes algorithmiques et à l'élaboration des bonnes pratiques. Les succès obtenus par le réseau [European Digital Rights](#) (EDRI) et le [Digital Freedom Fund](#) (DFF) montrent comment un engagement civil durable peut améliorer les obligations de transparence, renforcer l'application de la législation et élargir la compréhension par le public des préjudices numériques. Ces initiatives montrent que la réglementation de l'UE peut donner des moyens d'action à la société civile, en favorisant des approches participatives de la réglementation plutôt qu'en laissant le contrôle aux seuls acteurs étatiques ou institutionnels.

Malgré ces évolutions positives, d'importantes lacunes subsistent, qui limitent la capacité de la réglementation de l'UE à lutter de manière globale contre la discrimination structurelle et les dommages algorithmiques. La nature du système de classification des risques du règlement sur l'IA est au cœur de cette critique. Le fait que ledit règlement s'appuie sur un modèle descendant, dans lequel les régulateurs prédefinissent des catégories de systèmes à haut risque, [laisse peu de place à l'identification ascendante des dommages émergents découverts grâce à l'expérience vécue ou au suivi mené par la société civile](#). Une fois les systèmes déployés, seuls des mécanismes limités permettent aux communautés touchées de déclencher des réévaluations des risques ou d'exiger des mesures correctives en dehors de catégories prédefinies.

La proposition de [règlement omnibus sur le numérique](#) illustre une autre tendance inquiétante. En permettant aux fournisseurs de systèmes d'IA de s'enregistrer et de déterminer si leur technologie peut être considérée comme étant à haut risque, la proposition risque de déléguer des jugements réglementaires critiques aux acteurs mêmes dont les intérêts commerciaux peuvent entrer en conflit avec la sécurité publique et la protection des droits.

Même lorsque des obligations d'atténuation des biais (efforts visant à réduire la discrimination dans les systèmes d'IA) existent, elles nécessitent souvent le traitement de données sensibles. Pourtant, les [caractéristiques liées au genre et aux personnes LGBTQIA+](#), telles que les identités non binaires, transgenres ou intersexuées, ne sont souvent pas reconnues comme des catégories protégées et restent donc insuffisamment protégées. Cela crée des angles morts dans la compréhension de la manière dont les systèmes d'IA peuvent renforcer les formes de discrimination qui se chevauchent.

Ces lacunes deviennent plus évidentes avec les dommages émergents, tels que les [hypertrucages sexualisés](#). S'il est probable que ces technologies relèvent des pratiques interdites par l'article 5, le texte réglementaire laisse subsister une ambiguïté quant à son application et sa classification connexe. En

l'absence d'obligations claires imposant aux plateformes de prévenir les abus fondés sur des images et la diffusion de trucages vidéo ultra-réalistes ou d'y remédier, les victimes peuvent être confrontées à de graves limitations quant à de possibles recours juridiques, malgré des atteintes substantielles à leur vie privée, à leur dignité et à leur sécurité.

Une autre limitation réside dans les [obligations de normalisation](#), qui ne s'appliquent qu'aux systèmes d'IA à haut risque. Il en résulte que de vastes pans de technologies largement déployées, y compris l'IA générative et les applications de modération des contenus, ne sont pas assortis de [garanties systématiques en matière de sécurité, d'équité et de discrimination](#). Pour la société civile, cela signifie que de nombreux systèmes discriminatoires ou préjudiciables ne font jamais l'objet d'évaluations solides en ce qui concerne leur conformité ou leur redevabilité.

Enfin, la manière dont le droit de l'Union traite l'intersectionnalité — l'idée selon laquelle les personnes peuvent être confrontées à des formes de discrimination qui se chevauchent — montre que les réglementations actuelles ne reflètent pas toujours les réalités vécues par les individus. Si la directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([directive sur les violences sexistes](#)) introduit la notion de «discrimination intersectionnelle», son champ d'application pratique reste limité par son texte-même. Elle ne tient pas non plus pleinement compte des préoccupations des communautés LGBTQIA+ quant à l'ensemble de la [politique de l'Union en matière d'égalité](#). L'analyse académique du règlement sur l'IA montre que les références à l'«égalité de genre» sont peu nombreuses et qu'une terminologie inclusive pour les différentes identités de genre fait largement défaut. En conséquence, le cadre réglementaire reste ancré dans des conceptions binaires du genre.

Ces critiques mettent en évidence une question plus large: le simple respect des garanties procédurales ne suffit pas à lutter contre la discrimination algorithmique dans la société. Ce qui est nécessaire, ce sont des approches qui s'inspirent des expériences des citoyens et identifient les préjuges à un stade précoce, des évaluations qui examinent la manière dont les différentes formes de discrimination se chevauchent, et un contrôle participatif qui associe de manière significative la société civile à la prise de décision. Des outils tels que des [analyses d'impact tenant compte de la dimension de genre](#) et des cadres d'évaluation communautaires qui impliquent de tester des systèmes de détection des biais et d'écouter les utilisateurs concernés peuvent contribuer à garantir que la réglementation protège effectivement les personnes les plus vulnérables des dommages algorithmiques. En l'absence de tels mécanismes, la réglementation numérique de l'Union risque de consacrer une approche «neutre» qui masque les inégalités auxquelles les personnes sont confrontées dans la vie quotidienne, au lieu de les affronter.

Anastasia Karagianni est doctorante au sein du groupe de recherche «Droit, science, technologie et société» (LSTS) de la faculté de droit et de criminologie de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et une ancienne [chercheuse FARI](#). Sa thèse porte sur les «divergences de discrimination entre les hommes et les femmes dans le règlement de l'UE sur l'IA, sous l'angle des épistémologies féministes et des controverses épistémiques». Elle a été chercheuse invitée à l'équipe de recherche iCourts de l'université de Copenhague et au Centre commun de recherche de la Commission européenne à Séville, ainsi que professeure invitée à l'Institut ITACA de l'Universitat Politèhnica de València.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)

Daniela Vincenti (dv)

Flavia-Estelle Bardicea (fb)

Giorgia Battiato (gb)

Jasmin Kloetzing (jk)

Katarzyna Karcz (kk)

Katerina Serifi (ks)

Laura Lui (ll)

Leonard Mallett (lm)

Marco Pezzani (mp)

Margarita Gavanas (mg)

Margarida Reis (mr)

Millie Tsoumani (at)

Pablo Ribera Paya (prp)

Samantha Falciatori (sf)

Thomas Kersten (tk)

Coordination

Giorgia Battiato (gb)

Leonard Mallett (lm)

Adresse

European Economic and Social Committee

Jacques Delors Building,

99 Rue Belliard,

B-1040 Brussels, Belgium

Tel. (+32 2) 546.94.76

Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.

Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.